Montréal jeudi 12 mars 2009 Le plus grand quotidien français d'Amérique 125e année N° 140 58 pages, 5 cahiers **75 ¢** taxes en sus – Édition provinciale **89 ¢**
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

LE CANADIEN
L'ENTRAÎNEUR DOIT-IL PARLER FRANÇAIS ?

Don Lever, lui, est prêt à l'apprendre… et rapidement

SPORTS PAGES **1** ET **2**

Tomas Plekanec

BOMBARDIER
LUFTHANSA DONNE DES AILES À LA CSERIES

Le transporteur achètera 30 appareils pour 1,5 milliard US

LA PRESSE AFFAIRES PAGES **2** ET **3**

L'EAU EN PÉRIL

L'ONU sonne l'alarme et montre le Canada du doigt

FRANÇOIS CARDINAL
PAGES **A4** ET **A5**

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

cyberpresse.ca
LA PRESSE

Le nombre d'élèves anglophones a augmenté de 10 % à Laval en quatre ans. On voit ici Anny, Lisa et Kassandra de l'école publique Laurier Senior High School de Laval.

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

PORTRAITS DE CLASSES

LE PRIVÉ A LA COTE
+9,1 %

LE PUBLIC PERD DU TERRAIN
+2,7 %

DES ÉLÈVES AU SECONDAIRE EN DIFFICULTÉ
+31 %

D'OÙ VIENNENT-ILS, QUELS ÉTABLISSEMENTS FRÉQUENTENT-ILS, QUELLE EST LEUR LANGUE, COMMENT SE DÉROULE LEUR APPRENTISSAGE ?

MARIE ALLARD ET **ARIANE LACOURSIÈRE** NOUS BROSSENT UN PORTRAIT DES ÉLÈVES DU QUÉBEC. PAGES **A2** ET **A3**

Source : ministère de l'éducation du Québec *Variation sur quatre ans au Québec

NOS EXCLUSIVITÉS

Michael Sabia à la tête de la Caisse de dépôt ?

La grogne s'installe dans les milieux libéraux

DENIS LESSARD
PAGE **A9**

Michael Sabia

Le projet du CHUM n'a pas l'appui du représentant des médecins

ARIANE LACOURSIÈRE
PAGE **A12**

FTQ
De nouveaux liens étonnants

PAGE **A11**

SALUER LE PRINTEMPS SANS SE RUINER

MODE PAGES **1** ET **2**

SAINT-JEAN
GUY A. LEPAGE VEUT UNE FÊTE OUVERTE SUR LE MONDE

ARTS PAGE **3**

Les vaches sacrées

Jean-Pascal Beaupré signe le deuxième de trois éditoriaux sur l'approche que devrait adopter le gouvernement Charest dans son budget du 19 mars.

PAGE **A24**

FUSILLADE DANS UN COLLÈGE ALLEMAND
UNE HORREUR « INCONCEVABLE »

PHOTO AFP

L'Allemagne a vécu une journée d'horreur, hier. Un adolescent de 17 ans a tué au moins 15 personnes en ouvrant le feu dans son ancien collège, à Winnenden, dans la région de Stuttgart. Le tireur a perdu la vie à la suite d'une vaste chasse à l'homme. L'arme et les munitions avaient été dérobées dans l'imposante collection de son père. L'émotion était à son comble dans la communauté.

LE REPORTAGE DE MARC THIBODEAU PAGES **A22** ET **A23**

Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
À inviter au même *party* : l'ancien directeur de la FTQ-Construction et l'ancienne lieutenant-gouverneur.

Venez voir mon blogue !
cyberpresse.ca/laporte

L-V 6 21924 98765 1

ESPACE jazz
La nouvelle webradio d'Espace musique
•10 000 pièces
•6 ambiances
•écoute par genre ou instrument
Radio-Canada.ca/musique
6979332A

PORTRAITS DE CLASSES

FORTE HAUSSE DE POPULARITÉ DU PRIVÉ

Ensemble du Québec

PRIMAIRE PRIVÉ	SECONDAIRE PRIVÉ
+1,7% en un an comparé à **-3,1%** au public	+0,6% en un an comparé à **-1,8%** au public
+7,3% en quatre ans comparé à **-13,9%** au public	+9,1% en quatre ans comparé à **+2,7%** au public

Montréal

PRIMAIRE PRIVÉ	SECONDAIRE PRIVÉ
+0,6% en un an comparé à **-3,4%** au public	+0,6% en un an comparé à **-0,9%** au public
+2,7% en quatre ans comparé à **-12,4%** au public	+9,1% en quatre ans comparé à **+2,7%** au public

LES ÉCOLES PRIVÉES DU QUÉBEC SONT DE PLUS EN PLUS POPULAIRES, TANDIS QUE LE PUBLIC PERD DES PLUMES. C'EST CE QUE CONFIRMENT LES STATISTIQUES QUE LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION VIENT DE PUBLIER. ON Y APPREND AUSSI QUE LE NOMBRE D'ÉLÈVES EN DIFFICULTÉ EST EN HAUSSE (DE 31% AU SECONDAIRE EN QUATRE ANS), TOUT COMME LE NOMBRE D'ÉLÈVES NÉS À L'ÉTRANGER (+13% EN QUATRE ANS).

« C'est un constat qu'on ne peut pas nier : nos établissements arrivent à maintenir leur clientèle, alors qu'au public, ils sont plus confrontés aux problèmes démographiques. »

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

Le nombre d'enfants inscrits dans les écoles primaires privées, comme le collège Jacques-Prévert, a augmenté de 7% en quatre ans au Québec. Si les parents choisissent Jacques-Prévert, c'est « pour l'éducation, la rigueur et l'encadrement », a indiqué Élisabeth Desfonds, directrice générale du collège.

LE NOMBRE D'ÉLÈVES EN DIFFICULTÉ AUGMENTE

« Il y a trop d'élèves en difficulté dans les classes », a dénoncé Chantal Crochetière, présidente par intérim du Syndicat de l'enseignement de la région de Laval. Au primaire, le nombre d'élèves handicapés, en difficulté d'adaptation et d'apprentissage (EHDAA) a augmenté de 13% en quatre ans au Québec. Au secondaire, la hausse est de 31% en quatre ans.

La progression de certains troubles est... troublante. Le nombre d'élèves souffrant de déficience langagière (dysphasiques, etc.) a augmenté de 235% en quatre ans au secondaire et de 24% au primaire. Ceux atteints de troubles envahissants du développement (autisme, syndrome d'Asperger, etc.) sont en hausse de 143% au secondaire et de 92% au primaire, depuis 2003-2004.

Le ministère de l'Éducation fait valoir que les définitions de ces troubles ont été élargies en fonction des nouvelles connaissances dans le domaine. « Tout le volet de dépistage et de diagnostic s'est aussi raffiné », a précisé Stéphanie Tremblay, porte-parole du ministère de l'Éducation.

— Marie Allard

ÉLÈVES EN DIFFICULTÉ D'ADAPTATION ET D'APPRENTISSAGE (EHDAA) EN 2007-2008

AU PRIMAIRE : **14 079 ÉLÈVES** › **Hausse de 13% en quatre ans**

AU SECONDAIRE : **14 220 ÉLÈVES** › **Hausse de 31% en quatre ans**

EXEMPLES DE DIFFICULTÉS EN AUGMENTATION

AU PRIMAIRE
- › Déficience langagière : **3885 élèves (+24% en quatre ans)**
- › Troubles envahissants du développement : **3307 élèves (+92% en quatre ans)**
- › Déficience atypique : **636 élèves (+56% en quatre ans)**

AU SECONDAIRE
- › Déficience langagière : **2082 élèves (+235% en quatre ans)**
- › Déficience motrice grave : **612 élèves (+34% en quatre ans)**
- › Troubles envahissants du développement : **1957 élèves (+143% en quatre ans)**
- › Troubles relevant de la psychopathologie : **947 élèves (+55% en quatre ans)**

Source : ministère de l'Éducation

REDOUBLEMENT

LES EFFETS DE LA RÉFORME SONT VISIBLES

Avec l'arrivée de la réforme en 2000, les écoles n'avaient plus le droit de faire redoubler un élève plus d'une fois durant le cours primaire. Les effets de cette politique sont bien visibles dans le nouveau bilan statistique du ministère de l'Éducation. L'an dernier, seulement 2% des élèves du primaire ont repris une année scolaire au Québec.

« Avant l'arrivée de la réforme, de 1995 à 2000, le taux de redoublement était de 5,6% », compare le porte-parole de l'Alliance des professeurs de Montréal, Yves Parenteau.

Le nombre d'élèves ayant raté une année au primaire a chuté de 17% de 2003 à 2008 pour atteindre 8943 jeunes. À la Commission scolaire de Montréal (CSDM), 1170 enfants ont « prolongé leur cycle » l'an dernier, soit 1,3% de l'effectif total. Le terme « prolongement de cycle » était utilisé avec la réforme pour remplacer le mot redoublement.

Mais la situation a radicalement changé cette année. Car à la suite d'une décision de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, le redoublement est autorisé.

Cette décision a amené bien des changements dans les écoles. Selon l'Alliance des professeurs de Montréal, le taux de redoublement atteint maintenant 2,9% à la CSDM. « C'est à mi-chemin de ce qui existait avant la réforme. On ne s'attendait pas à retrouver un taux de 5,6% du jour au lendemain », dit M. Parenteau.

— Ariane Lacoursière

NOMBRE D'ÉLÈVES « DOUBLEURS »

PAR COMMISSION SCOLAIRE

Commission scolaire de Montréal
1170 élèves
1,2% de l'effectif total

Marguerite-Bourgeoys
228 élèves
1% de l'effectif total

Pointe-de-l'île
221 élèves
1,6% de l'effectif total

Laval
266 élèves
1,4% de l'effectif total

Marie-Victorin
279 élèves
1,7% de l'effectif total

Source : ministère de l'Éducation

PORTRAITS DE CLASSES

Laval

PRIMAIRE PRIVÉ	SECONDAIRE PRIVÉ
+7,4% en un an	+5,4% en un an
comparé à -1,8 % au public	comparé à +0,5 % au public
+14,5% en quatre ans	+29,6% en quatre ans
comparé à -10,5 % au public	comparé à +12,9 % au public

Montérégie

PRIMAIRE PRIVÉ	SECONDAIRE PRIVÉ
+3,1% en un an	+0,6% en un an
comparé à -3,2 % au public	comparé à -1,9 % au public
+11,2% en quatre ans	+9,1 % en quatre ans
comparé à -14,1 % au public	comparé à +5,4 % au public

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

Note : Effectif scolaire au secteur des jeunes, anglophones et francophones, hors préscolaire et hors écoles gouvernementales. Les variations en un an comparent les données de 2006-2007 à 2007-2008. Celles en quatre ans comparent les données de 2003-2004 à 2007-2008. Source : ministère de l'Éducation

LE BOOM DES ÉCOLES PRIVÉES SE POURSUIT

HAUSSES IMPORTANTES À LAVAL ET EN MONTÉRÉGIE

MARIE ALLARD

Le boom de popularité des écoles privées ne se dément pas au Québec. En quatre ans, le nombre d'élèves inscrits au primaire privé a augmenté de 7 %, pour atteindre 31 700 enfants en 2007-2008. À l'opposé, le public a perdu 14 % de son effectif au cours de la même période.

Au secondaire, la hausse de fréquentation du privé est encore plus forte, avec un gain de 9 % en quatre ans, contre une augmentation de moins de 3 % au public. Résultat : près de 89 000 élèves fréquentaient le secondaire privé en 2007-2008, selon les dernières données du ministère de l'Éducation.

Les écoles privées viennent de connaître une période faste, reconnaît Auguste Servant, porte-parole de la Fédération des établissements d'enseignement privés. « Mais pour l'année en cours, 2008-2009, c'est une première : on n'a pas connu de hausse, on a plutôt maintenu notre clientèle », a-t-il précisé.

C'est en soi un exploit, quand on sait que les écoles publiques ont perdu 20 000 élèves cette année. « C'est un constat qu'on ne peut pas nier : nos établissements arrivent à maintenir leur clientèle, alors qu'au public, ils sont plus confrontés aux problèmes démographiques », a reconnu M. Servant.

Bond de 30 % au secondaire privé à Laval

L'attrait du privé est particulièrement frappant à Laval, avec une hausse de 15 % de la clientèle du primaire privé en quatre ans, et de 30 % au secondaire. L'école primaire privée Charles-Perreault, dans le quartier Duvernay, a justement atteint sa pleine capacité il y a quatre ans. Même s'il faut payer 5400 $ par an pour y envoyer son enfant, ce qui ne comprend pas la garderie après l'école, plusieurs candidats sont refusés faute de place. « Pour 2009-2010, c'est plein, a indiqué Jean-Marc Laspeyres, directeur général de Charles-Perreault. On commence à inscrire pour 2010-2011. »

En Montérégie, la hausse de fréquentation du primaire privé a été de 11 % en quatre ans, et de 9 % au secondaire privé. Le phénomène est légèrement moins important à Montréal, avec une augmentation de 3 % au primaire privé et de 9 % au secondaire privé entre 2003-2004 et 2007-2008.

C'est après avoir consulté le *Palmarès des écoles* que Sanda Popa a choisi d'inscrire son fils de 5 ans au privé. « J'ai vu que les écoles privées se classaient mieux que les écoles publiques, mis à part les écoles internationales », a-t-elle expliqué. En septembre prochain, Marc-Alexandre commencera la maternelle au collège Jacques-Prévert, situé près de l'hôpital du Sacré-Cœur. « Je me suis dit que j'allais mettre toutes les chances de son côté, a poursuivi sa mère. Il faut dire que c'est parce qu'il est enfant unique qu'on peut se le permettre. »

Cette année, le collège Jacques-Prévert accueille 388 élèves, soit une quinzaine de plus que l'an dernier, à la suite d'un agrandissement. « Vers 2006, on a eu une hausse marquante, avec une classe de plus, a dit Élisabeth Desfonds, directrice générale du collège partiellement subventionné. Mais on veut rester une petite école. » Sa clientèle est multiethnique, avec 33 % d'élèves d'origine québécoise, 32 % d'origine libanaise et 35 % d'autres origines.

« Une lutte déloyale »

Mise au parfum des dernières statistiques, Chantal Crochetière, présidente par intérim du Syndicat de l'enseignement de la région de Laval, a dénoncé « la lutte déloyale » entre le public et le privé. « Nous décrions le fait que les écoles privées soient financées à 60 % par le gouvernement, a-t-elle dit. C'est au détriment du public, c'est clair. On sait très bien qu'il y a des élèves qui nous reviendraient au public s'il n'y avait pas ce financement-là. Le public aurait alors des moyens pour offrir des services beaucoup plus adéquats. »

L'attrait du privé est particulièrement frappant à Laval, avec une hausse de 15 % de la clientèle du primaire privé en quatre ans, et de 30 % au secondaire.

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

Moins de francos et d'anglos, plus d'élèves nés à l'étranger

Les petits Colombiens de plus en plus présents dans les classes

ARIANE LACOURSIÈRE

Au cours des quatre dernières années, le nombre d'élèves fréquentant les écoles primaires et secondaires francophones a chuté de 5 % au Québec. Les écoles anglophones ont elles aussi subi une perte de clientèle de l'ordre de 4,8 %. Si bien qu'aujourd'hui, le milieu scolaire compte 933 607 élèves francophones et 117 061 anglophones.

Si la baisse du nombre d'élèves semble généralisée, certaines régions de la province font exception. C'est le cas de la ville de Laval, où les écoles anglophones ont enregistré une hausse de fréquentation.

Depuis 2003-2004, le nombre d'élèves anglophones a augmenté de 10 % sur le territoire. La Commission Sir Wilfrid-Laurier, qui couvre Laval et la couronne nord, a enregistré une hausse de 4,3 % de ses élèves en cinq ans. Selon la porte-parole Maxime Jolin, l'explication est surtout démographique. « De plus en plus de gens s'installent dans la couronne nord, dit-elle. La région se développe énormément. Nous, on en profite. Les écoles anglaises de Montréal perdent des élèves qu'on récupère. »

D'autres régions vivent la même situation que Laval. C'est le cas de Québec, où le nombre d'élèves fréquentant l'école anglaise a augmenté de 12 % en cinq ans. « À Québec, la hausse est en partie due aux nombreux militaires qui viennent s'installer dans la région », affirme la présidente de l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec, Debbie Horrocks.

Plus d'élèves nés à l'étranger

Malgré quelques exceptions, la majorité des régions voient leur nombre d'élèves francophones et anglophones diminuer. Pendant ce temps, le nombre d'élèves nés à l'étranger augmente.

Depuis 2003-2004, cette catégorie d'élèves a augmenté de 13 % au Québec. La très grande majorité (92 %) de ces enfants étudient en français.

D'où viennent-ils ? À Montréal, le nombre de jeunes Algériens a connu une hausse de 38 % en quatre ans. Le nombre d'élèves chinois a quant à lui crû de 12 %, tandis que la communauté haïtienne a perdu 13 % de ses jeunes représentants.

Ailleurs au Québec, c'est la communauté chinoise qui est la plus représentée dans les écoles primaires et secondaires. Le nombre d'élèves d'origine chinoise a crû de 41 % en quatre ans pour atteindre 4037 individus. Les jeunes Français sont quant à eux 31 % plus nombreux aujourd'hui qu'en 2003-2004.

Fait étonnant, le nombre d'élèves colombiens a connu une hausse fulgurante de 127 % au Québec en quatre ans. Ils sont aujourd'hui 2298 à fréquenter les écoles primaires et secondaires de la province.

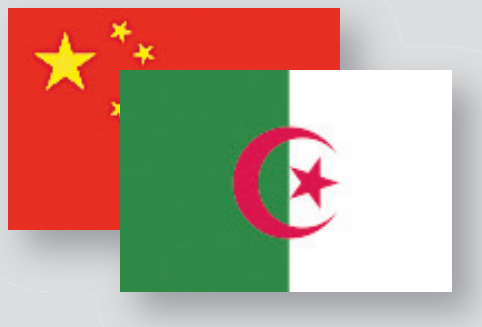
Pour la responsable des communications de la chambre de commerce latino-américaine du Québec, Sandra Restrepo, cette situation est liée à l'augmentation du nombre d'immigrants colombiens au Québec.

« Depuis l'an 2000, la délégation du Québec a fait beaucoup de promotion pour attirer les professionnels colombiens ici. Ça a porté ses fruits. La Colombie figure parmi les pays qui comptent la plus forte immigration au Québec ces dernières années », dit-elle.

Montréal

Les cinq principaux pays d'origine des élèves nés à l'étranger et fréquentant les écoles de Montréal

ALGÉRIE	4020
CHINE	3254
HAÏTI	2922
ÉTATS-UNIS	2578
FRANCE	2223



Ensemble du Québec

Les cinq principaux pays d'origine des élèves nés à l'étranger et fréquentant les écoles du Québec (excluant Montréal)

CHINE	4037
FRANCE	3084
COLOMBIE	2298
ÉTATS-UNIS	1946
HAÏTI	1660

L'ONU LANCE UN CRI D'ALARME

UNE CRISE MONDIALE

L'humanité est dépendante de l'eau et pourtant, elle représente une menace croissante pour cette fragile ressource. Dans le plus important rapport jamais réalisé sur l'eau, qui sera dévoilé aujourd'hui, l'ONU tire la sonnette d'alarme et en profite pour montrer le Canada du doigt.

EXCLUSIF

FRANÇOIS CARDINAL

Sous l'effet de la surpopulation, de l'augmentation du niveau de vie et des changements climatiques, les réserves d'eau subissent des pressions sans précédent partout sur la planète, ce qui met en péril la paix et la croissance à long terme.

Voilà le cri d'alarme que lancera l'ONU ce matin, à son quartier général de New York, en dévoilant le plus important rapport jamais réalisé sur la situation de l'eau dans le monde.

Obtenu par *La Presse*, le troisième rapport triennal des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau se distingue des précédents par son envergure, son caractère militant, mais surtout son ton alarmant. Notons que la coordination du projet a été menée par l'ancien président du BAPE, William J. Cosgrove.

« Il est clair que l'on doit agir de toute urgence pour éviter une crise mondiale de l'eau, écrit d'entrée de jeu le grand patron de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura. Malgré le caractère vital de l'eau pour la vie humaine, le secteur est victime d'un manque chronique de soutien politique, d'une mauvaise gouvernance, et de sous-investissement. »

« Les fonds consacrés aux problèmes liés à l'eau sont minuscules en comparaison des sommes investies pour lutter contre les gaz à effet de serre. »

Forum mondial de l'eau

Élaboré par plusieurs groupes d'experts rattachés aux 24 agences des Nations unies, le document de près de 350 pages s'intitule *L'eau dans un monde qui change*. Il servira de base au 5e Forum mondial de l'eau, qui s'ouvre à Istanbul lundi prochain.

« Le message principal du rapport n'est pas tant que l'eau existe en quantité limitée, mais plutôt que les fonds consacrés à cette ressource, tant publics que privés, sont nettement insuffisants », explique en entrevue l'un des principaux auteurs du rapport, le chef scientifique du groupe québécois Unisféra, Richard Connor.

On note ainsi que l'argent investi dans la lutte contre les changements climatiques ne sert qu'à réduire les gaz à effet de serre, non pas à s'adapter à un climat en bouleversement qui menace, justement, les ressources en eau. « Les fonds consacrés aux problèmes liés à l'eau sont minuscules en comparaison des sommes investies pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre ou contre la crise économique actuelle », se désole-t-on.

On déplore ainsi qu'à peine 6 % de l'aide internationale soit consacrée à l'eau, alors que cette ressource est au cœur de la plupart des problèmes vécus dans les pays les plus pauvres du globe.

« Le rapport montre que certains pays ont réagi. On constate certains progrès dans la distribution d'eau potable, par exemple. Mais bien d'autres secteurs ont été négligés, et après des décennies d'inaction, les problèmes reliés à l'eau sont énormes et s'aggraveront si rien n'est fait », prévient-on.

Surpopulation

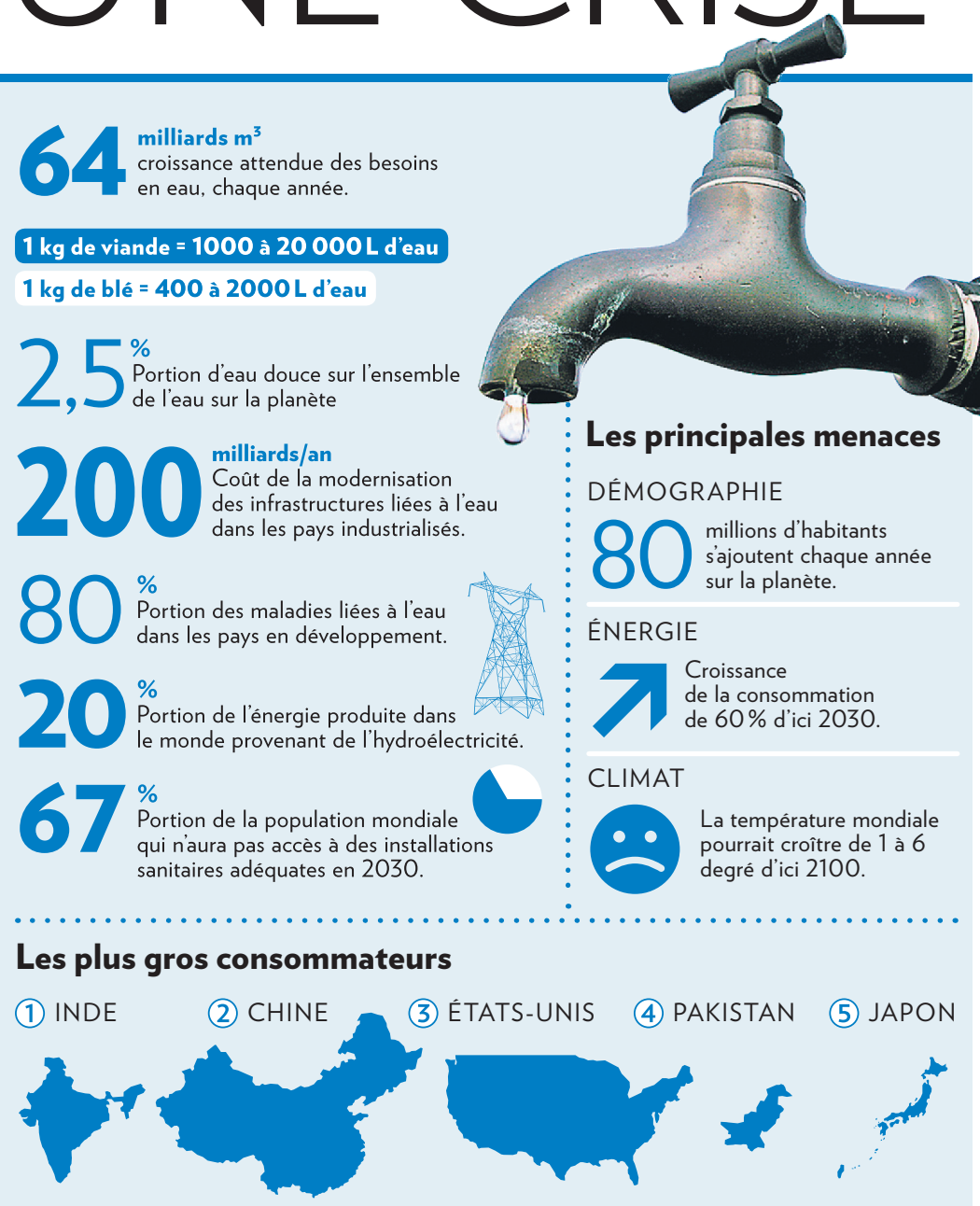
On précise que toutes les crises vécues ces dernières années, alimentaire, énergétique, environnementale ou économique, ne pourront être réglées qu'à condition d'efforts supplémentaires de la communauté internationale dans le dossier de l'eau. Cela est d'autant plus vrai, note-t-on, que de nombreux problèmes pourraient bien provoquer une crise mondiale de l'eau, à commencer par la surpopulation. Plus de 80 millions d'habitants s'ajoutent chaque année sur la planète, un problème accentué par l'augmentation de la qualité de vie dans plusieurs pays émergents.

Selon des données publiées hier par l'ONU, la population mondiale devrait atteindre les 7 milliards d'individus en 2012, puis dépasser les 9 milliards en 2050. Il y a actuellement 6,8 milliards d'humains sur terre.

Cela ajoute nécessairement de la pression sur l'eau et ce, de différentes façons. La nourriture consommée par les populations plus aisées, par exemple, exige de plus grandes quantités d'eau. La production d'un kilo de blé peut nécessiter jusqu'à 2000 litres d'eau, alors que celle d'un kilo de viande, 20 000 litres d'eau.

La demande en énergie augmente aussi au rythme de la démographie, et avec elle les prélèvements d'eau nécessaire à la production énergétique. Pour générer 1 MWh d'électricité à partir du charbon, il faut 2 m³ d'eau, à partir du nucléaire 2,5 m³ et du pétrole, 4 m³. Le pétrole bitumineux ? De 20 à 45 m³ d'eau (voir autre texte).

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste : francois.cardinal@lapresse.ca



PRÉLÈVEMENTS SUR LES RÉSERVES D'EAU EN 2000

	(EN KM³/ANNÉE)	PAR SECTEUR (EN POURCENTAGE)		
RÉGION	PRÉLÈVEMENT TOTAL	AGRICULTURE	INDUSTRIE	MUNICIPAL
AFRIQUE	217	86	4	10
ASIE	2378	81	11	7
AMÉRIQUE LATINE	252	71	10	19
CARAÏBES	13	69	8	23
AMÉRIQUE DU NORD	525	39	48	13
OCÉANIE	26	73	12	19
EUROPE	418	32	53	15
MONDE	**3829**	**70**	**20**	**10**

Source : *Comprehensive Assessment of Water Management in Agriculture 2007*

SOMMAIRE

Amusez-vous !	SPORTS 8	Horaire télévision	ARTS 4
Astrologie du jour	AFFAIRES 10	Loteries	A 10
Bourses	AFFAIRES 8 et 9	Monde	A 20 à 23
Décès	ACTUEL 5 et 6	Petites annonces	ACTUEL 4 et AFFAIRES 4
Forum	A 24 et 25	Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Passage nuageux et ciel variable en après-midi, maximum -8, minimum -14. ACTUEL 5

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL ?
commentaires@lapresse.ca

STAR ALLIANCE

Voyagez pour les affaires. Pour le plaisir. Pour nos Paralympiens.

Lorsque vous effectuerez une réservation sur aircanada.com entre le 16 et le 22 mars 2009, nous verserons 1 $ à l'équipe paralympique canadienne. Votre soutien, avec l'aide de nos partenaires médias, permet à nos athlètes paralympiques d'atteindre leurs objectifs.

Comité paralympique canadien
Canadian Paralympic Committee

AIR CANADA

1737988A

L'ONU LANCE UN CRI D'ALARME

DE L'EAU SE DESSINE

PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

Le pompage massif d'eau par les compagnies pétrolières de l'Alberta hypothèque l'avenir de la rivière Athabaska.

LE CANADA EST MONTRÉ DU DOIGT

L'exploitation des sables bitumineux en Alberta nécessite beaucoup trop d'eau

FRANÇOIS CARDINAL

L'une des plus importantes menaces qui planent sur l'eau est la production croissante d'énergie, particulièrement au Canada où les pétrolières pompent cette ressource sans ménagement, prévient l'ONU.

Dans un important rapport sur l'eau, qui sera rendu public à New York aujourd'hui, les Nations unies montrent du doigt l'Alberta, qui permet aux entreprises exploitant les sables bitumineux de prélever d'immenses quantités d'eau chaque année.

Préférant utiliser l'expression « tar sands » (goudron bitumineux) que « oil sands » (sables bitumineux), les auteurs du rapport notent que la production de ce pétrole non conventionnel nécessite 10 fois plus d'eau que le pétrole classique.

« Extraire le pétrole du goudron bitumineux du Canada, un procédé qui a été l'objet de bien des critiques en raison de son caractère sale, consomme de 20 à 45 m^3 d'eau par MWh », écrit-on.

Autrement dit, il faut entre deux et cinq barils d'eau pour produire un seul baril de pétrole, un fait que dénoncent les scientifiques. « L'utilisation de l'eau par les pétrolières œuvrant dans les gisements bitumineux est extrêmement inefficace et donc, absolument pas durable », précise le Montréalais Richard Connor, un des principaux auteurs du rapport.

Le pompage massif d'eau, en Alberta, cause deux problèmes majeurs. Il hypothèque d'abord l'avenir du plan d'eau d'où elle est prélevée, soit la rivière Athabaska, selon plusieurs scientifiques.

Il pose ensuite un problème d'entreposage, car l'eau pompée par les pétrolières n'est pas retournée à son lieu d'origine. Contaminé par des centaines d'ingrédients toxiques, comme de l'arsenic et du mercure, ce liquide est confiné dans d'immenses bassins de décantation (tailing ponds) dont la superficie totale en Alberta est équivalente à la moitié de l'île de Laval (130 km^2).

Selon l'Institut Pembina, 1,8 milliard de litres de ce liquide toxique sont générés chaque jour.

Si l'on examine la question des prélèvements d'eau en général, on constate dans le rapport de l'ONU que l'Amérique du Nord se classe au deuxième rang du palmarès, loin derrière l'Asie. Ce dernier a prélevé, pour différentes utilisations, quelque 2400 km^3 d'eau en 2000, contre 525 km^3 pour l'Amérique du Nord. L'Europe suit en troisième position, avec 418 km^3.

Le Québec félicité

Par ailleurs, le Québec est félicité dans ce volumineux rapport international, en raison de son approche par bassin versant (un territoire sur lequel toutes les eaux de surface s'écoulent vers un même point).

Il s'agit d'abord de regarder le cycle hydrologique dans son ensemble : la qualité de l'eau d'un puits artésien, par exemple, peut être affectée par les pesticides déposés sur un terrain situé en amont, car les polluants peuvent être transportés sur de grandes distances.

Également, l'approche par bassin versant encourage l'action communautaire afin d'identifier les problèmes environnementaux liés à l'eau. Cela permet d'élaborer des plans d'action collés sur les besoins du milieu naturel.

Pour Richard Connor, la mention du Québec dans le document des Nations unies est pleinement justifiée, en raison du caractère novateur de cette approche et de la participation du public qu'elle permet.

mazda

PAS BESOIN D'ALLER LOIN POUR PAYER MOINS CHER !

MAZDA 5 GS
2009
Le véhicule idéal pour la famille

ACHETEZ À
16 995 $†
AU TAUX DE FINANCEMENT RÉGULIER

MAZDA CX-7 GS
2009

ACHETEZ À
26 495 $†
AU TAUX DE FINANCEMENT RÉGULIER

PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS

† Offres réservées aux particuliers et portant sur les mazda 5 GS (E6SD59AA00) et les mazda CX-7 GS (PVSJ89AA00)2009 neuf. Frais de transport et de préparation de 1 525 $, immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au RDPRM, le cas échéant, en sus. Un comptant initial pourrait être requis. Les modèles illustrés le sont à titre indicatif seulement et ce qu'il peuvent comporter des équipement optionnels non inclus dans les prix mentionés. Les concessionnaires peuvent vendre à prix inférieur. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Un échangent peuvent être nécessaire entre concessionnaires. Voir un concessionnaires pour participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 7 mars 2009. D'aprés les cotes de consommation de carburant 2009 publiées par Ressources naturelles Canada. Essais menés sur les Mazda 5 et Mazda CX-7 2009 avec coussins de sécurité latéraux de série. Classification du gouvernement des État-Unis dans le cadre du programme d'évaluation des voitures neuves (www.safecar.gov/) de la NHTSA (National Highway Traffic Safety Administration).

La nouvelle référence Mazda à Montréal

metromazda.ca

MÉTRO MAZDA

8445 av. Papineau 514.384.0111
1 rue au nord du Boul. Métropolitain

1716800

LE 31

3.99 LE BAS CLASSE AFFAIRES
MINI MOTIFS
Économisez 33% sur des bas offerts dans un choix de motifs comme des petits losanges placés, des rayures, un quadrillé picots ou micro pied-de-coq et rayures en tons dominants de noir, marine, vert, choco, sable. Tricot 80% coton et 20% nylon. Taille unique. Rég. 5.99

simons

1740835A

• **QUÉBEC** PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX-QUÉBEC • **MONTRÉAL** CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, CARREFOUR LAVAL • **SHERBROOKE** CARREFOUR DE L'ESTRIE

ACTUALITÉS

COMPRESSIONS À MONTRÉAL

Ville-Marie paiera le gros prix

ÉRIC CLÉMENT

La Ville de Montréal a communiqué hier aux arrondissements le montant qu'ils devront retrancher de leur budget à cause des compressions de 20 millions exigées par le maire Gérald Tremblay. C'est Ville-Marie qui devra payer le plus, soit 2 millions, mais c'est dans Verdun qu'on fera le plus de compressions: 2,98 % de son budget total.

La Ville a utilisé deux critères pour répartir les 20 millions dans les 19 arrondissements: la dotation de chaque arrondissement et les sommes versées en 2008 et 2009 à chaque arrondissement dans le cadre du Fonds de développement (FDD), pour aider à développer les secteurs industriel et commercial.

Un certain pourcentage correspondant aux caractéristiques économiques de chaque arrondissement a été appliqué sur leur dotation et un autre sur le FDD. Après ces calculs, il ressort que Ville-Marie, avec 2 086 330 $, contribuera le plus, devant Saint-Laurent (1 948 909 $) et Mercier–Hochelaga-Maisonneuve (1 360 111 $). En pourcentage du budget, c'est Verdun qui fera le plus gros effort, avec 2,98 %, devant Saint-Laurent (2,76 %), Ville-Marie (2,63 %), L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève (2,49 %, soit 277 039 $) et Anjou (2,33 %, soit 635 630 $).

Le conseiller municipal Sammy Forcillo, responsable des Finances à la Ville, a dit à *La Presse*, hier, que ces coupes représentent en moyenne 2,18 % du budget des arrondissements. « La plus grande partie des compressions, soit 95 millions, concerne les services centraux, a-t-il dit. En proportion, cela représente 4,7 % du budget de 2,1 milliards de la ville centre. »

Mais le maire de Ville-Marie et chef de l'opposition, Benoit Labonté, estime que la coupe est plus importante que celle présentée par la Ville. Il dit que le 2,63 % qui représenterait la coupe pour Ville-Marie est erroné.

« Le budget de notre arrondissement, environ 78 millions, provient pour 66 millions de la ville centre, dit-il. Le reste est constitué de revenus autonomes, comme les permis de construction, etc. Donc 2 millions sur 66 millions, c'est 3 %. »

M. Labonté estime que cette coupe de 2 millions est « grave » pour Ville-Marie car elle va s'accompagner d'une baisse de revenus liée à la crise, notamment aux projets qui ne démarreront pas en 2009, comme celui de la gare Viger.

« Avec ces pertes de revenus, notre budget sera réduit de 3 à 4 millions, dit-il. Qu'on nous coupe 2 millions sur les 20 millions coupés dans les arrondissements, soit 10 % de la facture totale, revient à pénaliser l'un des arrondissements sinon l'arrondissement le mieux géré depuis trois ans. En année électorale, j'y vois un certain profilage politique. »

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste : eric.clement@lapresse.ca

*Les offres de location-bail sont faites par Services Financiers Honda Inc., sur acceptation du crédit. Ces offres portent sur le véhicule neuf 2009 mentionné ci-après. Pour le véhicule, est identifié : a) le paiement mensuel, b) le montant initial requis ou échange équivalent, c) le montant au terme de la location. Période de location de 60 mois : Civic berline DX manuelle 2009 (modèle FA1529EX) : a) 168 $, b) 2 998 $, c) 13 078 $, a) 222 $, b) 0 $, c) 13 320 $. Franchise de kilométrage de 120 000 km; frais de 0,12 $ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus en location seulement. Les frais de publication, assurance, immatriculation et taxes sont en sus. **Financement à l'achat de 0,9 % pour 36 mois sur toutes les Civic 2009 neuves à l'exception du modèle FA3629E. ††La remise de 1 000 $ en dollars Honda incluant les taxes est applicable sur la Civic Si (modèle FG2159JY uniquement). L'offre n'est pas transférable et ne peut être jumelée à aucune autre offre. ††La remise à l'achat comptant allant jusqu'à 2 000 $ s'applique sur le modèle FA5559JY uniquement. Les autres modèles Civic 2009 neufs, à l'exception des modèles FG1129E, FA1529EX et FA3629E, sont éligibles à une remise de 1 500 $. Les frais de préparation et livraison de 1 310 $, les enregistrements, assurance, immatriculation et taxes sont en sus pour les offres de financement à l'achat et l'achat comptant. Les offres de remise en argent ne peuvent être combinées avec des offres de financement à l'achat ou à la location. Photo à titre indicatif. Voyez votre concessionnaire Honda pour plus de détails. Valide seulement chez vos concessionnaires participants. Valide sur les véhicules en inventaire seulement. Offre d'une durée limitée sujette à changement sans préavis par le manufacturier. LNH et l'emblème LNH sont des marques de commerce déposées de la Ligue Nationale de Hockey. © NHL/LNH 2009. Tous droits réservés.

Les putes

PIERRE FOGLIA
CHRONIQUE

J'ai déjà dû vous raconter que je n'avais jamais été un partisan du Canadien, j'étais même furieusement le contraire, jusqu'à ce que Bob Gainey et Guy Carbonneau s'amènent à Montréal pour diriger le club.

Je n'ai jamais été partisan d'aucune autre équipe, je les aimais toutes pourvu qu'elles plantassent le Canadien. Dieu que je haïssais le Canadien. Tous les joueurs? Non. Il y a toujours eu des exceptions. Du plus loin que je me souvienne, à l'époque où je voyageais assez régulièrement avec le club, j'aimais bien Dick Duff, Bobby Rousseau, Terry Harper. Je parle ici des individus, pas des joueurs. Puis il y a eu Henri Richard, Serge Savard, Larry Robinson, Jacques Lemaire, Guy Lafleur, Guy Carbonneau. Bob Gainey.

Hors de ces exceptions, le hockey de la LNH, du moins celui que j'ai connu d'assez près en mon temps, était une formidable pépinière de joyeux morons, en particulier à Montréal où ils étaient, en plus, confits dans la tradition, ce qui ajoutait à leur hébétude.

Tout ça pour vous dire que des allumés comme Guy Carbonneau avec un humour décapant, je n'en ai pas connu des masses. Gainey, c'est complètement autre chose. Gainey est peut-être plus exceptionnel encore. Aussi tranquille que le premier est agité. Aussi vite tout en feignant d'être lent. Aussi réservé que l'autre peut être parfois prolixe, mais les deux animés du même souci de précision et d'honnêteté. Gainey souvent pince-sans-rire là où Carbonneau était volontiers baveux.

J'aimais vraiment beaucoup les deux. C'est drôle, j'aimais beaucoup les savoir amis. J'aimais ce que cela donnait comme hockey. J'aimais comment ces deux-là pensaient hockey et au-delà: sport. J'aimais par exemple que Gainey ne soit pas allé chercher «le gros ailier ou le gros centre» que lui réclamaient les chroniqueurs hystériques. J'ai aimé le maximum qu'ils ont tiré de cette équipe l'an dernier, la faisant sans doute paraître bien meilleure qu'elle n'était en réalité, une réalité qui les a peut-être rattrapés cette année, mais je ne m'aventurerai pas sur ce terrain-là qui n'a vraiment pas besoin d'un chroniqueur de plus.

Je voulais seulement redire, même si vous l'avez maintenant compris, que j'aimais vraiment beaucoup ces deux personnes, au point où ils ont fait de moi un très inattendu partisan du Canadien. Entendons-nous, rien de tatoué sur le cœur et sans fanion sur mon auto, juste content quand ils gagnaient, content pour Carbonneau et Gainey.

J'ai trouvé ça triste, lundi. J'ignore bien sûr le fond des choses, mais j'aime à croire que Gainey n'avait pas le choix – je ne veux pas dire qu'on lui a forcé la main, je dis qu'importe: il n'avait pas le choix. J'aime à croire que Carbonneau en convient et que leur amitié n'en souffrira pas trop.

J'ignore le fond des choses, mais... Mais je suivais le match contre Edmonton mardi, je regardais flyer en troisième période les Koivu, Kostitsyn et autre Markov, je les regardais flyer comme on les a rarement vus flyer cette année, et je me disais: quels grands athlètes tout de même, mais, en même temps: quelle bande de putes.

LES FÉROCES RHINOCÉROS — J'ai beau chercher, je ne me souviens pas d'une déroute sportive plus retentissante que celle de l'Impact en seconde demie l'autre soir au Mexique. Je ne me souviens pas, dans aucun sport, d'une équipe qui se soit fait renverser cul par-dessus tête aussi cavalièrement dans les 10 dernières minutes d'un match. Lâchez-moi avec les erreurs tactiques, lâchez-moi avec les «on aurait dû ceci, on aurait dû cela», vous auriez surtout dû obliger le pilote de l'avion qui vous menait au Mexique à atterrir à Acapulco où on vous aurait donné une petite pelle et un seau pour jouer dans le sable, plutôt que d'aller jouer au soccer contre des adultes.

Ce que j'ai le moins aimé, c'est l'après-catastrophe. La récupération en mode «damage control». On venait de voir quoi? On venait de voir la différence entre deux niveaux de soccer. Que nous ont dit les joueurs et l'entraîneur? N'importe quoi.

C'est une question d'honnêteté envers son public, mais surtout envers son sport. En haut, y'a United avec Ronaldo. En dessous, y'a Lyon et Barcelone. En dessous, y'a la deuxième division anglaise. En dessous, y'a les Mexicains. En dessous, y'a la MLS (la Major League Soccer) où a daigné jouer Beckham deux ou trois fois l'été dernier. En dessous, y'a l'Impact.

Pas besoin de rappeler cela tous les jours, mais il me semble que l'occasion était tout indiquée de faire un peu d'éducation populaire. Et cela ne vous empêche absolument pas de donner de très bons shows quand vous jouez contre les Féroces Rhinocéros de Rochester – The Raging Rhinos of Rochester. On vous aime pareil, allez.

CYCLISME — Juste deux mots de vélo pour dire que jamais le cyclisme canadien ne s'est aussi bien porté avec quatre coureurs canadiens en ce moment dans les deux courses majeures par étapes en Europe, Michael Barry à Paris-Nice tandis que Svein Tuft, Dominique Rollin et Ryder Hesjedal ont disputé hier la première étape de Tirreno-Adriatico. Ajoutons-en un cinquième, Christian Meier qu'on a vu dans quelques classiques printanières.

Hesjedal est actuellement un des meilleurs coureurs du peloton professionnel, disons dans les 40 premiers. Il a animé dimanche dernier la classique italienne des Strade Bianche (les routes blanches) se faisant déborder dans les derniers kilomètres pour finir 10e. Dominique Rollin pointait à la 18e place. Trois Canadiens au Tour de France? J'exagère, mais c'est envisageable.

Moi? Le Tour? Sais pas. En attendant, j'ai fait ma première sortie samedi. Trente ridicules kilomètres. C'était cru. C'était gris. C'était tellement rien que ce sera la prochaine fois, la première.

Et, rien à voir. À la suite de mes papiers sur les rejets, un lecteur fait une supposition amusante: on regroupe tous les rejets dans une école spéciale pour rejets. Question: est-ce que les rejets auront des rejets?

Rien à voir, encore moins. J'ai rendez-vous ce matin avec un monsieur ou une dame, je ne sais plus, au café Les Gâteries, à côté de ma librairie (du Square), je ne sais pas à quelle heure, je ne sais plus pourquoi, j'ai perdu le courriel, j'ai oublié le motif, une entrevue sûrement, de toute façon je n'y serai pas, voilà, je m'excuse.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur: pfoglia@lapresse.ca

EN PRIMEUR CE SOIR...
ARTS SPECTACLES
LA PRESSE

©2009 BMW Canada inc. « BMW », le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

ACTUALITÉS

CLASSEMENT DES MILLIARDAIRES

Gates en tête, Laliberté en hausse

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Le Québec compte sept milliardaires, mais un seul d'entre eux a réussi à s'enrichir l'an dernier malgré la crise économique: le fondateur du Cirque du Soleil, Guy Laliberté.

Selon le magazine financier *Forbes*, Guy Laliberté a vu sa fortune passer de 1,7 à 2,5 milliards US en 2008. Il est le seul milliardaire canadien – et l'un des 44 seuls milliardaires au monde (sur 793) – dont la fortune a pris de la valeur l'an dernier.

Forbes consacre d'ailleurs un long article au fondateur du Cirque du Soleil, qui a vendu 20 % de son entreprise à des intérêts des Émirats arabes unis pour 600 millions US en août dernier, juste avant l'effondrement des marchés financiers cet automne. Guy Laliberté fait partie du club sélect des milliardaires de *Forbes* depuis 2004. « Durant une récession, les gens cessent de voyager et de prendre des vacances coûteuses mais ils ont besoin d'oublier leurs problèmes de temps en temps. Vers quoi se tournent-ils? Vers le divertissement », dit-il au magazine financier américain.

Malgré ses succès financiers en 2008, Guy Laliberté n'est pas la personne la plus riche au Québec. Ce titre revient encore une fois à Paul Desmarais, fondateur de Power Corporation du Canada, un conglomérat qui possède notamment *La Presse*. La fortune de la famille Desmarais est évaluée à 2,6 milliards US.

Les autres milliardaires québécois sont le magnat de l'immobilier David Azrieli (2,1 milliards), le propriétaire de la société de distribution d'équipement Future Electronics, Robert Miller (2,1 milliards), le propriétaire du producteur de spiritueux distillés et de vins Seagram, Charles Bronfman (1,8 milliard), le fondateur du producteur de produits laitiers Saputo, Lino Saputo (1,3 milliard) et le gestionnaire financier Stephen Jarislowsky (1,2 milliard).

Le pharmacien Jean Coutu, qui valait 1,4 milliard à la fin de 2007, a été rayé du club des milliardaires cette année.

Les cinq fortunes canadiennes les plus importantes sont celles de la famille Thompson, la famille Weston, la famille Irving, la famille Desmarais et de Guy Laliberté.

PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

Le fondateur du Cirque du Soleil, Guy Laliberté, a vu sa fortune passer de 1,7 à 2,5 milliards US en 2008.

Gates dépasse Buffett

Après avoir cédé son titre à son ami Warren Buffett l'an dernier, Bill Gates redevient la personne la plus riche au monde en 2008. La fortune du cofondateur de Microsoft est évaluée à 40 milliards, en baisse de 18 milliards au cours de la dernière année. Ses plus proches rivaux – l'investisseur américain Warren Buffett et le magnat des télécommunications mexicain Carlos Slim – ont toutefois fait encore pire, perdant 25 milliards chacun. La fortune de Warren Buffett est évaluée à 37 milliards, celle de Carlos Slim à 35 milliards. Le cofondateur de la société de base de données Oracle, Lawrence Ellison (22,5 milliards) et le fondateur d'IKEA, Ingvar Kamprad (22 milliards) complètent le top 5 des gens les plus riches au monde.

Selon *Forbes*, le club sélect des milliardaires est passé de 1125 à 793 membres au cours de la dernière année. La valeur moyenne de leur fortune est passée de 3,9 à 3 milliards. 355 personnes ont été évincées de la liste des milliardaires cette année, dont le fondateur de Facebook, Mark Zuckerberg.

OBERSON
1355 Boul. des Laurentides Laval 8025 Boul. Taschereau Brossard

La période des soldes se termine le dimanche 15 mars

Heures d'ouverture : Lundi au Mercredi 10h à 18h - Jeudi et Vendredi 10h à 21h - Samedi 9h à 17h - Dimanche 11h à 17h

1748534A

DIRECTION DE LA CAISSE DE DÉPÔT

Québec songe à Michael Sabia

EXCLUSIF

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le gouvernement Charest envisage une nomination étonnante au poste de grand patron de la Caisse de dépôt et placement du Québec. L'ancien chef de la direction de BCE, Michael Sabia, serait très sérieusement considéré pour succéder à Henri-Paul Rousseau et Richard Guay à la barre de la caisse, a appris *La Presse*.

PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

Selon des sources sûres, le projet d'amener Michael Sabia, ex-patron de BCE, à la Caisse a déjà suscité des commentaires très amers de libéraux influents de Montréal aux élus susceptibles d'influencer la décision.

Cette préférence de la part du gouvernement est, selon nos sources, tout à fait inattendue et suscite déjà des grincements de dents au plus haut niveau au Parti libéral du Québec.

Le comité de sélection du conseil de la Caisse a commencé à siéger lundi après-midi en groupe restreint. Le nouveau président du conseil, Robert Tessier, n'y a retenu que les membres assurés de voir leur mandat renouvelé par le gouvernement. M. Tessier a déjà indiqué publiquement que le choix d'un nouveau PDG ne traînerait pas: on parlait alors de semaines et non de mois.

Interrogée par *La Presse* hier, la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, a éludé la question et s'est contentée de dire que « bien des noms circulent ». Toutefois, elle n'a pas nié que l'ancien patron de BCE soit sérieusement en lice.

Un pari risqué

Selon plusieurs des sources consultées par *La Presse*, le choix de Michael Sabia est un pari risqué. Plusieurs voient en lui un homme d'une grande intelligence. Mais dans les milieux financiers à Montréal, on retient surtout de lui le marché qui aurait dû faire passer BCE au Fonds des enseignants ontariens Teachers', une transaction qui a finalement avorté, mais qui aurait drainé une part de l'activité de Montréal vers l'Ontario.

Curieusement, ce manque de « sensibilité québécoise » est précisément ce qui, aux yeux de Québec, disqualifierait Luc Bertrand, ancien patron de la Bourse de Montréal. Bertrand a appuyé la transaction qui a fait passer ce qui restait de l'institution montréalaise à Toronto.

Aussi, l'arrivée de Michael Sabia « serait tout un choc culturel à la Caisse » car il a peu de racines dans le « Québec inc. », résume sous le couvert de l'anonymat un membre en vue de la communauté d'affaires de Montréal, qui y verrait davantage un francophone spécialisé dans l'investissement comme Jacques Daoust, actuellement à Investissement Québec.

On s'interroge aussi sur le problème d'image que causerait l'arrivée de Sabia, ontarien anglophone, dans le siège du conducteur de l'économie québécoise. Plusieurs personnes craignent enfin que la qualité de son français ne soit pas à la hauteur.

Selon des sources sûres, le projet d'amener Sabia à la Caisse a déjà suscité des commentaires amers de libéraux influents de Montréal, envoyés aux élus susceptibles d'influencer la décision finale. Hier, la ministre Jérôme-Forget lançait à la blague avoir reçu « 32 courriels » de gens qui avaient des opinions sur qui devrait diriger la CDP.

Depuis un moment, dans les milieux libéraux, on prévenait toutefois que le prochain patron de la CDP ne « viendrait pas du gouvernement ».

En clair, Québec n'allait pas retenir les candidatures d'actuels mandarins: Pierre Shedleur, président de la SGF ou Jean Houde, sous-ministre aux Finances. Jacques Daoust fait toujours partie de la courte liste des candidats, a-t-on appris.

Parcours

Personnalité flamboyante, gestionnaire hors norme, Michael Sabia est né à Ste-Catharines en Ontario, en 1953. Diplômé de Yales, il est marié à la fille de Lester B. Pearson, ancien premier ministre canadien et Prix Nobel.

Michael Sabia est arrivé à Bell Canada en 1999. L'année suivante, il devenait vice-président à la direction de BCE. Auparavant, il avait été longtemps associé à Paul Tellier, ancien greffier du conseil privé sous Brian Mulroney. M. Tellier était à la barre du CN et a amené avec lui Sabia comme vice-président au développement de l'entreprise en 1993, au moment où les conservateurs perdaient le pouvoir à Ottawa.

Dans des rôles moins publics, Michael Sabia a eu une grande influence. Il était notamment dans le siège du conducteur comme directeur général des politiques fiscales aux ministère fédéral des Finances, quand Ottawa a mis en place la taxe sur les produits et services, au début des années 90.

Cette énorme opération visait à remplacer une taxe cachée, de 13 %, alors imposée aux manufacturiers. On l'a retrouvé par la suite sous-ministre adjoint au Conseil privé à Ottawa, où se trouvait aussi Daniel Gagnier, ancien mandarin fédéral, devenu depuis 18 mois chef de cabinet du premier ministre Jean Charest.

ACTUALITÉS

FTQ-Construction Dépenses considérables de l'ex-DG Jocelyn Dupuis

« Un cas individuel, pas collectif »

KARIM BENESSAIEH

Les dépenses considérables d'un ex-directeur général de la FTQ-Construction, Jocelyn Dupuis, représentent « un cas individuel, pas collectif », assurent les nouveaux responsables du syndicat.

Se présentant devant les médias pour la première fois depuis les révélations explosives de la semaine dernière, les actuels président et directeur général de la FTQ-Construction ont tenu hier à rassurer leurs quelque 70 000 membres. Depuis le 12 novembre dernier, une nouvelle équipe a pris les rênes du syndicat.

« Dès le 12 novembre, la situation était complètement réglée. Les allocations, salaires, frais de déplacement, tout a été revu, tout a été corrigé immédiatement », affirme Richard Goyette, directeur général.

« Le point de départ de cette situation, c'est un individu, a renchéri Yves Mercure, président. La FTQ-Construction, c'est 70 000 membres, des dizaines de personnes honnêtes qui travaillent d'arrache-pied chaque jour pour représenter nos membres. »

La semaine dernière, Radio-Canada et *La Presse* ont révélé qu'un ex-responsable syndical, Jocelyn Dupuis, avait mené pendant plusieurs années un train de vie coûteux en frais de représentation, dépensant notamment plus de 125 000$ en six mois. Il est également visé par une enquête policière pour ses liens avec le crime organisé, dans le cadre d'une affaire de blanchiment d'argent. M. Dupuis et le président de l'époque, Jean Lavallée, ont été remplacés en novembre dernier, à l'occasion d'un congrès devancé, initialement prévu en février 2009.

Hier, les deux hommes ont dû se défendre d'être des proches des deux responsables évincés, comme l'affirment certains observateurs. « C'est une nouvelle équipe, dit M. Mercure. Je ne suis pas plus proche que d'autres de M. Dupuis, j'ai toujours eu des relations professionnelles, rien de personnel, avec M. Dupuis. »

M. Goyette, qui a travaillé pendant plusieurs années à la permanence du syndicat en même temps que M. Dupuis, a insisté sur le peu de contacts qu'il avait à l'époque avec son directeur général. « Je ne voyais à peu près pas M. Dupuis. J'assumais mon rôle de faire rouler la permanence, alors que Jocelyn Dupuis assumait les questions d'ordre politique. On n'avait pas du tout le même travail. »

À l'époque, Yves Mercure assure s'être étonné des frais de représentation en augmentation constante. Ces sommes concernaient cependant tous les permanents, et non Jocelyn Dupuis en particulier. « J'ai questionné les dépenses, les frais de représentation à quelques occasions pour me faire répondre par le président du moment qu'on avait de la représentation à faire, que c'était tout à fait normal. Je suis déçu de ne pas être allé plus loin dans la recherche à ce moment-là. »

Le nouveau directeur général a tenté de minimiser la tempête qui secoue actuellement son organisation en affirmant qu'il s'agissait de problèmes courants dans les autres organisations. « Et 26 % des entreprises, des corporations, vivent le type de problèmes qu'on vit présentement. Habituellement, ça se règle à l'interne, ça ne passe pas dans les journaux. On fait partie du 26 %, mais on est plus médiatisés. »

Quant aux liens présumés de M. Dupuis avec le crime organisé, le nouveau président assure ne pas avoir été au courant des liens de son prédécesseur avec le crime organisé. « Je n'en ai aucune idée, je n'en ai jamais entendu parler. »

À deux mois de la campagne de maraudage, au cours de laquelle les centrales syndicales tentent de s'arracher des membres, M. Mercure avoue que la controverse pourrait faire mal. « C'est certain qu'une campagne publicitaire comme celle-là n'aide jamais un mouvement. Oui, c'est possible qu'il y ait un impact sur le maraudage, on en est conscient. C'est pour ça qu'on veut rassurer nos membres, dire qu'il y a eu du ménage de fait à la FTQ-Construction, et qu'on va tout faire pour récupérer les sommes qui appartiennent aux travailleurs. Et on n'a pas l'intention de protéger quiconque là-dedans. »

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste : karim.benessaieh@lapresse.ca

LA VITRINE MONTRÉAL CULTUREL

BILLETS DE DERNIÈRE MINUTE EN VENTE DÈS MAINTENANT

ANNIE BLANCHARD | Chanson
Théâtre Marcellin-Champagnat, Laval
Régulier : 28,00 $ | Spécial La Vitrine : 13 mars, 20 h
18,00 $

MADAME MOUSTACHE | Chanson
Lion d'Or
Régulier : 13,55 $ | Spécial La Vitrine : 14 mars, 20 h
8,00 $

JICI LAUZON - TOUT BAIGNE! | Humour
Théâtre de la Ville, Longueuil
Régulier : 28,00 $ | Spécial La Vitrine : 13 mars, 20 h
21,00 $

MISTER VALAIRE | Musique
Club Soda
Régulier : 19,00 $ | Spécial La Vitrine : 14 mars, 20 h
15,00 $

LE DUO AFTERHOURS | Musique
Balcon Café-Théâtre | Souper-spectacle
Régulier : 64,50 $ | Spécial La Vitrine (sans souper) : 13 mars, 20 h 30
15,00 $

PAÏENS ÉLÉGANTS | Danse
Théâtre de la Ville, Longueuil
Régulier : 25,00 $ | Spécial La Vitrine : 14 mars, 20 h
20,00 $

LA GRANDE MACHINERIE DU MONDE | Théâtre
Espace Go
Régulier : 31,00 $ | Spécial La Vitrine 13 et 14 mars, 20 h
25,00 $

DÉFI EDGY | Théâtre
Sala Rossa
Régulier : 15,00 $ | Spécial La Vitrine 15 mars, 20 h
7,50 $

RÉVEILLEZ-VOUS ET CHANTEZ | Théâtre
Théâtre Prospéro
Régulier : 27,00 $ | Spécial La Vitrine : 13 et 14 mars, 20 h
20,00 $

JE VOUDRAIS ME DÉPOSER LA TÊTE | Théâtre
Théâtre Lionel-Groulx, Sainte-Thérèse
Régulier : 25,50 $ | Spécial La Vitrine : 15 mars, 20 h
14,50 $

ZENSHIN (ARASHI DAIKO) | Percussions japonnaises
Centre Pierre-Péladeau
Régulier : 23,40 $ | Spécial La Vitrine : 13 et 14 mars, 20 h | 15 mars 14 h
18,40 $

LES GRANDS EXPLORATEURS - BRETAGNE | Cinéma
Théâtre de la Ville, Longueuil
Régulier : 13,75 $ | Spécial La Vitrine : 16 mars, 20 h
6,90 $

TENTATIVES | Théâtre
Théâtre La Chapelle
Régulier : 25,00 $ | Spécial La Vitrine : 13, 17 et 18 mars, 20 h | 14 mars, 14 h et 20 h
20,00 $

LA CASTA FLORE | Théâtre
Théâtre Hector-Charland
Régulier : 40,00 $ | Spécial La Vitrine : 18 mars, 20 h
32,00 $

Information culturelle et billetterie de dernière minute
145, rue Sainte-Catherine O., 514 285-4545 Place-des-Arts

INSCRIVEZ-VOUS AUX ALERTES ROGERS ET À L'INFOLETTRE : WWW.LAVITRINE.COM

Québec cyberpresse.ca telequebec.tv Montréal Tourisme Montréal rock détente 107,3 Banque Nationale artv La Presse Rogers

1749807A

LOTO QUÉBEC

Résultats des tirages du : 2009-03-11

La Poule aux Oeufs d'OR
1 25 000 $: 115191
La Poule aux Oeufs d'OR Plus
2 50 000 $: 932826
3 100 000 $: 335597
décomposables

Numéros «Télé» 180327 305195 036659 (non décomposables)
Numéro boni 05

Lotto 6/49 : 02 18 20 23 24 48 | 30 compl.
Québec 49 : 10 16 17 25 41 45 | 12 compl.

La Quotidienne : 3 888 ; 4 5168

Banco : 03 04 10 11 12 21 27 28 30 34 36 41 45 47 48 51 53 60 62 67

Triplex : 05 13 27 33 40

Astro : Jour 05 - Mois AOÛT - Année 28 - Signe CAPRICORNE

Extra : 3311926

MULTI MILLIONS

VOTRE MEILLEURE CHANCE* DE GAGNER 5 MILLIONS$!
TIRAGE LE 31 MARS.
*PAR L'ACHAT D'UN BILLET DE LOTERIE AU QUÉBEC.

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

lotoquebec.com

Montréal... jasez, lisez, pause musique, dînez... Toronto.

Du centre-ville au centre-ville à partir de 69 $

Tarif aller simple (taxes non comprises). D'autres conditions s'appliquent.

UN CHOIX VERT

viarail.ca

LA FAÇON HUMAINE DE VOYAGER

VIA Rail Canada MC

MC Marque de commerce propriété de VIA Rail Canada inc.

1737901A

CRISE À LA FTQ

La direction a des liens avec Tony Accurso

L'entrepreneur a créé son empire avec l'appui du Fonds de solidarité

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Puissamment aidé financièrement par le Fonds de solidarité du Québec, l'entrepreneur Tony Accurso compte, depuis longtemps, plusieurs amis au sein de la haute direction de la FTQ.

Membre du conseil d'administration du Fonds depuis 2002, l'actuel président de la centrale, Michel Arsenault, a reconnu hier être « l'ami depuis 20 ans » de l'entrepreneur. Président de la FTQ-Construction depuis 1981, Jean Lavallée, autre administrateur du Fonds de solidarité, compte aussi parmi les relations de très longue date du magnat québécois de la construction.

En novembre dernier, MM. Arsenault et Lavallée se sont retrouvés sur le yacht somptueux de l'entrepreneur montréalais aux îles Vierges, un « 119 feet dreamboat » selon une revue spécialisée. « Le président de la FTQ ne peut diriger ça de son sous-sol », a répliqué de manière incisive M. Arsenault au journaliste qui l'avait questionné sur son séjour à l'invitation de l'homme d'affaires, maintes fois appuyé par le Fonds de solidarité dont il dirige le conseil d'administration.

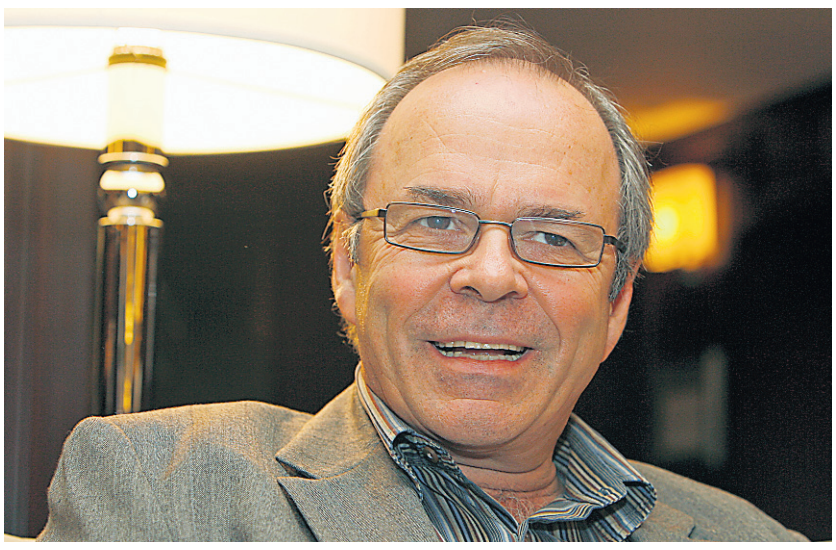


PHOTO ROBERT MAILLOUX, ARCHIVES LA PRESSE

Hier, Michel Arsenault n'hésitait plus à parler de « crise » au sein de la centrale depuis la publication d'informations sur les dépenses de Jocelyn Dupuis, ex-directeur général de la FTQ-Construction.

Placements rentables

Accurso, « un ami », lui a été présenté par Louis Laberge à l'époque. « En date d'aujourd'hui », le Fonds de solidarité détient 47 millions de dollars en débentures – en créance non garantie – dans les entreprises de M. Accurso, a soutenu à *La Presse* Normand Bélanger, vice-président au Fonds. Radio-Canada parlait hier de 250 millions de dollars d'appui aux entreprises d'Accurso en 20 ans, un chiffre que n'a pas nié le Fonds dans un communiqué, tard en soirée.

M. Arsenault a invité « des dizaines de fois » Accurso à bord de son bateau de 30 pieds sur le Saint-Laurent. En dépit de cette proximité, « il n'a pas de *fast track* au Fonds de solidarité, ses dossiers sont traités comme les autres ».

Hier soir, le Fonds a soutenu avoir obtenu 12,8 % de rendement dans ces placements avec Accurso, trois fois plus que le rendement global de 4,1 %.

Pour être approuvés, les projets doivent être scrutés par un comité dont les membres ont des compétences diversifiées, qui ont pleine latitude pour donner le feu vert ou non, a soutenu M. Arsenault à *La Presse*.

Depuis longtemps, les entrées de l'entrepreneur Tony Accurso auprès de la FTQ-Construction font jaser dans le milieu. Au fil des ans, M. Accurso a acheté, avec l'appui du Fonds de solidarité Simard-Beaudry, Louisbourg construction, Hyprescon et Accusol. Le Fonds est aussi partenaire de M. Accurso dans les centres commerciaux Place Québec et les Galeries Laval. Selon une source au Fonds, Accurso a racheté à très bon prix la participation du Fonds dans plusieurs dossiers depuis deux ans. « Il y a eu des bail out », se contentera de dire M. Arsenault.

Les rapports entre M. Accurso et la FTQ remontent loin dans le temps. C'est lui qui a construit les édifices de la FTQ et du Fonds de solidarité sur Crémazie, à Montréal. À l'époque, on trouvait bien étrange à Hydro-Québec de voir arriver l'entrepreneur flanqué de Louis Laberge, pour négocier des suppléments aux contrats accordés par la société d'État.

Des sources chez les entrepreneurs expliquent sans détour que Jean Lavallée et Jocelyn Dupuis, ex-directeur général de la FTQ-Construction, se retrouvaient « à chaque vendredi » à l'Onyx, un restaurant de Laval, dans le complexe Le Tops, propriété de M. Accurso. M. Lavallée est souvent avec son ami Accurso dans la loge de Simard-Beaudry, au Centre Bell.

M. Accurso et Lavallée ont aussi des intérêts dans une pourvoirie luxueuse, à 340 $ par jour la fin de semaine, Aventure Joncas, dans la réserve faunique La Vérendrye, dont le site internet présente en photo une réunion de la FIPOE, le syndicat des électriciens. La réunion était dirigée par M. Lavallée.

Crise à la FTQ-Construction

Hier, Michel Arsenault n'hésitait plus à parler de « crise » au sein de la centrale depuis la publication d'informations sur les comptes de dépenses de Jocelyn Dupuis et ses liens avec le monde interlope. Confronté dans un restaurant dans l'est de Montréal, M. Dupuis a nié tout rapport avec les motards criminels, des constats d'une longue enquête policière révélés par *La Presse*.

« Je suis un chef syndical, pas un chef de police. Si j'ai des preuves qu'il y a des gens du crime organisé à la FTQ, je vais nettoyer la cabane », a promis M. Arsenault.

Devant les 400 délégués du SCFP réunis hier à Québec, Michel Arsenault a annoncé que, compte tenu du « dérapage » survenu dans les dépenses du directeur général de la FTQ-Construction, Jocelyn Dupuis, il avait demandé et obtenu que la direction de la centrale puisse faire une vérification des livres de sa composante construction. M. Dupuis avait présenté 120 000 $ de dépenses en six mois, un train de vie qu'il maintenait depuis longtemps, avec la bénédiction du président de la FTQ-Construction Jean Lavallée, a soutenu à *La Presse*, Yves Paré, ancien directeur général.

En point de presse hier, le nouveau président du secteur construction, Yves Mercure, a soutenu avoir posé des questions sur ces dépenses excessives « à quelques reprises, et le président (Jean Lavallée) m'a dit que c'était correct, c'était de la représentation ».

M. Arsenault a soutenu hier que ces dépenses « étaient une insulte aux membres de la FTQ-Construction. Il faut que cet argent serve aux activités syndicales, pas à boire des bouteilles de vin de 200 $ », a-t-il lancé. Dupuis, qui a en plus bénéficié d'une indemnité de départ de 140 000 $, devra rembourser les « trop versés », mais M. Arsenault ne pouvait les chiffrer hier.

POLITIQUE

FUTUR CHUM

Le représentant des médecins n'appuie pas le projet

EXCLUSIF

ARIANE LACOURSIÈRE

Le représentant des médecins au conseil d'administration du CHUM a voté contre les plans du futur hôpital, lundi soir, a appris *La Presse*. Il y a de fortes possibilités que la majorité des médecins rejettent ces plans jeudi prochain. Si c'était le cas, le gouvernement pourrait difficilement procéder à l'appel de propositions avant la fin mars, comme prévu.

PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Le représentant des médecins au conseil d'administration du CHUM a voté contre les plans du futur hôpital, lundi soir, a appris *La Presse*.

Le Dr Edgar Nassif, délégué du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens (CMDP) du CHUM, n'a pas accepté le programme fonctionnel et technique (PFT) du futur hôpital lors de la réunion du conseil d'administration tenu à huis clos. Il a été le seul à le faire.

Cette opposition n'est pas sans conséquence. Le nouveau président du CMDP, le Dr Paul Perrotte, a longuement expliqué à *La Presse* les craintes des médecins. « Les plans ne disent pas si le département d'ophtalmologie se trouvera dans ou hors du CHUM », dit-il. Le PFT indique que le CHUM aura 772 lits et 39 salles d'opération. « Mais plusieurs éléments restent indéterminés », ajoute le Dr Perrotte.

Plus important encore, les médecins n'ont pas encore vu le PFT final. « La moindre des choses serait que les médecins aient approuvé les plans avant qu'on les présente au conseil d'administration. Mais ce n'est pas ce qui a été fait. Ça montre le mépris du CHUM et du président du conseil d'administration (Patrick Molinari) envers les médecins », dit le président de la Fédération des médecins spécialistes du Québec, le Dr Gaétan Barrette.

Les médecins du CHUM se réuniront en assemblée générale la semaine prochaine pour se prononcer sur les plans. Tout semble indiquer qu'ils voteront contre.

« Comment voulez-vous qu'ils votent pour quelque chose qu'ils n'ont même pas vu ! Ce serait comme signer un chèque en blanc », dit le Dr Barrette.

Si c'est le cas, le lancement de l'appel de propositions, prévu pour la fin mars, est sérieusement remis en question. Pour le Dr Barrette, il serait politiquement impossible de faire une telle manœuvre. « Comment peut-on lancer un projet sans l'appui des professionnels qui y travaillent ? Ce serait irrationnel et irresponsable de le faire », commente-t-il.

Le Dr Barrette soutient que la seule façon d'obtenir l'appui des médecins est de mettre cartes sur table. « Si on présente les plans et qu'on prouve que tout sera fait comme convenu, ça pourrait être appuyé. Mais si ça reste un jeu de cache-cache, ça ne passera pas », croit-il.

Par ailleurs, lors du conseil d'administration à huis clos, les membres ont également été invités à appuyer la construction du CHUM en partenariat public-privé.

Le consultant Pierre Lortie a offert une présentation sur le projet de partenariat public-privé dans laquelle il « vantait énormément les PPP », selon Philippe Côté qui représente la population au sein du conseil d'administration. M. Côté et sa vis-à-vis, Karine Farrell, ont voté contre le projet du CHUM en PPP.

Pierre Lortie est conseiller au cabinet d'avocats Fraser Milner Casgrain. M. Lortie, qui est très proche de la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, occupe à la fois la fonction de consultant auprès de l'Agence des PPP et de conseiller auprès de Clermont Gignac, directeur exécutif des projets de modernisation des trois CHU (Montréal, McGill, Sainte-Justine).

Pour M. Côté, la présence de M. Lortie au conseil d'administration est suspecte. « Il est trop impliqué dans les PPP pour venir faire une présentation "neutre" à ce sujet », dit M. Côté.

Marois compare Charest aux « trois singes de la bêtise »

JOCELYNE RICHER
LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — Même en début de mandat, le gouvernement Charest est déjà usé et au bout du rouleau, a accusé hier la chef de l'opposition officielle, Pauline Marois.

Le premier ministre lui fait penser aux « trois singes de la bêtise », a-t-elle illustré, tellement il préfère se taire, ne rien voir, ni entendre, plutôt que de s'attaquer aux problèmes.

En guise de réplique en Chambre au discours inaugural présenté la veille par le premier ministre Jean Charest, la chef péquiste est passée à l'attaque, hier, soutenant que le gouvernement n'avait aucune solution à proposer à la population, malgré la gravité de la crise économique.

Le Québec a perdu 26 700 emplois au cours des derniers mois, a-t-elle rappelé, en taxant le gouvernement d'immobilisme. Elle s'est servie d'une image forte pour illustrer sa vision des choses. Ainsi, le comportement du premier ministre évoque à ses yeux « les trois singes de la bêtise », a-t-elle lancé en faisant référence au symbole asiatique des trois singes de la sagesse.

« Le premier ministre tantôt ne voit rien, tantôt n'entend rien, tantôt ne dit rien, quand ce n'est pas les trois à la fois », a-t-elle commenté, au cours de sa réplique qui a duré environ une heure.

La ministre des Affaires municipales, Nathalie Normandeau, n'a pas tardé à convoquer la presse pour déplorer les propos et le vocabulaire choisis par la chef péquiste.

« C'est petit, c'est bas, c'est inacceptable », a-t-elle dit, lorsqu'on l'a interrogée sur la référence aux trois singes. Dans une perspective plus large, elle a reproché à Mme Marois le « ton hargneux » de sa réplique et « la pauvreté de l'argumentaire ».

Mme Marois s'est longuement appliquée à démontrer que M. Charest n'avait à offrir que du remâché, en parlant de projets déjà maintes fois annoncés, comme l'accélération de la mise à niveau des infrastructures. « Il n'a que du réchauffé à nous servir », selon elle, particulièrement en matière économique.

Notamment, le gouvernement a baissé les bras, à ses yeux, pour ce qui est de soutenir l'industrie forestière, une des plus affectées par la crise.

Dans la tradition parlementaire, le discours inaugural sert à livrer les grandes orientations du gouvernement durant les mois à venir, voire le mandat en cours.

Mme Marois est revenue une fois de plus à la charge pour réclamer une commission parlementaire sur les déboires de la Caisse de dépôt, qui a connu une « malheureuse et méchante débarque » l'an passé, avec des pertes de 40 milliards.

La leader par intérim de l'Action démocratique, Sylvie Roy, a elle aussi dénoncé le « manque de vision » du gouvernement et l'absence de projets concrets inscrits au discours inaugural.

Pour sa part, le député de Mercier et porte-parole de Québec solidaire, Amir Khadir, a par la suite insisté pour demander au gouvernement de renoncer aux projets construits en partenariat public-privé (PPP). Selon lui, construire le futur CHUM ou la salle de l'Orchestre symphonique de Montréal (OSM) en PPP serait une erreur dont les citoyens feraient les frais, tandis que les entreprises privées engrangeraient les profits.

PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

La chef de l'opposition Pauline Marois a répliqué hier en Chambre au discours inaugural du premier ministre Jean Charest.

EN BREF

Les salariés canadiens de GM acceptent des concessions

Les salariés canadiens du constructeur automobile américain General Motors (GM) ont accepté à une large majorité un accord comportant d'importantes concessions afin de maintenir à flot leur employeur en pleine restructuration, a annoncé leur syndicat hier soir. Les quelque 10 000 membres du syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA) employés de GM ont approuvé à 87 % l'accord conclu dimanche entre GM et leur syndicat, a précisé ce dernier dans un communiqué. L'accord prévoit notamment un gel des salaires, une suspension de l'indexation des plans de retraite sur l'inflation, ainsi qu'une réduction d'une semaine des congés payés. L'approbation de l'accord par les salariés était une des conditions pour que le constructeur automobile américain puisse recevoir une aide canadienne. Agence France-Presse

Canwest obtient un nouveau délai de ses créanciers

Le groupe Canwest Global Communications (TSX:CGS) a obtenu hier un nouveau délai de ses banquiers, soit jusqu'au 7 avril, et a annoncé qu'il ne fera pas un paiement d'intérêt de 30,4 millions US sur une partie de sa dette, paiement qui était dû cette semaine. La compagnie, dont le siège est à Winnipeg, avait initialement jusqu'à hier pour renégocier certaines conditions d'emprunt. Le groupe de presse et télédiffuseur a fait savoir qu'il continue de mener avec ses principaux créanciers des pourparlers qui pourraient permettre de restructurer l'entreprise. Le groupe avait obtenu un délai de 12 jours, en février dernier, pour tenter d'éviter la faillite. La Presse Canadienne

Quebecor quitte La Presse Canadienne

Le groupe Quebecor affirme qu'il se retirera l'année prochaine de la coopérative Presse Canadienne, en misant sur le développement de sa propre agence de presse créée plus tôt cette année pour partager le contenu de ses différents médias. L'entreprise possède notamment *Le Journal de Montréal*, *Le Journal de Québec*, les journaux Sun ainsi que plusieurs autres publications au Canada. Une porte-parole de Quebecor Média a confirmé hier que le chef de la direction, Pierre Karl Péladeau, a fait parvenir une note de service à des employés afin de les aviser que la compagnie entend quitter la coopérative pour développer sa propre agence de presse. La Presse Canadienne est un fournisseur de contenu à des centaines de journaux et autres médias. La Presse Canadienne

le nouveau fido MC
Les bons prix font les bons amis.

PLUS ON ÉCONOMISE
moins on stresse

FORFAITS À PARTIR DE
15 $ PAR MOIS[1]
› MESSAGES TEXTE INCLUS[2]
› AUCUNS FRAIS D'ACCÈS AU RÉSEAU

Ajoutez des appels locaux illimités de la maison à votre forfait pour seulement 10 $ par mois[3] grâce à FIDO UNO[MC].

Bye bye ligne résidentielle.
Bonjour économies !

1708842A

LA NOUVELLE GARANTIE DU PROPRIÉTAIRE

1. Aucuns frais d'accès au réseau
2. Service gratuit d'alertes par texto pour contrôler votre budget
3. Aucun contrat à terme requis
4. Vous êtes récompensé par des FidoDollars[MC] à chaque utilisation de votre téléphone

MAGASINEZ SUR FIDO.CA
Passez à un magasin
Composez le 1-866-301-3436

MAGASINS FIDO

MONTRÉAL
1004, rue Sainte-Catherine Ouest
Carrefour Angrignon
Centre Rockland
Centre Eaton
Fairview Pointe-Claire
Les Galeries d'Anjou
Place Montréal Trust
Place Versailles
Place Vertu

LAVAL ET RIVE-NORD
Carrefour du Nord, St-Jérôme
Carrefour Laval
Centre Laval
Galeries Rive-Nord, Repentigny
Galeries Terrebonne
Place Rosemère

RIVE-SUD
Mail Champlain
Promenades Saint-Bruno

DÉTAILLANTS EXCLUSIFS

MONTRÉAL
ACTION-PAGE INC.
4960, boul. Décarie, Montréal
3820, rue St-Denis, Montréal
1221, rue St-Zotique Est, Montréal
3451, rue Ontario Est, Montréal
4328, boul. Henri-Bourassa Est, Montréal
3920, rue Wellington, Montréal
7024, rue St-Hubert, Montréal
1024A, avenue Mont-Royal Est, Montréal
6700, avenue Côte-des-Neiges, Montréal
Galeries Normandie, Montréal
4282, boul. Métropolitain Est, St-Léonard
2900, rue Masson, Montréal
Centre de la Pointe, Pointe-aux-Trembles
CELTEL MOBILITÉ
Place de la Cathédrale, Montréal
3758, boul. St-Laurent, Montréal
35, rue Beaubien Est, Montréal
101, avenue Mont-Royal Ouest, Montréal
6295, rue Victoria, Montréal
6245, boul. Métropolitain, St-Léonard
245, boul. Côte-Vertu, Ville Saint-Laurent
STUDENT PHONES
Voyages Campus, Université Concordia
ZONE MOBILE
Place Alexis Nihon, Montréal
436, rue Jean-Talon Ouest, Montréal
680, rue Jarry Est, Montréal
Centre d'achat Langelier
10539, boul. Pie-IX, Montréal
1314, rue Ste-Catherine Est, Montréal
Complexe Desjardins, Montréal

LAVAL ET RIVE-NORD
ACTION-PAGE INC.
1704, boul. Des Laurentides, Laval
CELTEL MOBILITÉ
1637, boul. Daniel-Johnson, Laval
ZONE MOBILE
367, boul. Arthur-Sauvé, St-Eustache

RIVE-SUD
ACTION-PAGE INC.
Place Longueuil
600, rue Pierre-Caisse, St-Jean-sur-Richelieu
ZONE MOBILE
3310, boul. Taschereau, Greenfield Park
Métro Longueuil

FUTURE SHOP
BEST BUY
la cabine
SANS-FIL etc...
COSTCO
WAL★MART

Les offres et la tarification sont sujettes à changement sans préavis. **1.** Des frais uniques de mise en service de 35 $ par ligne sont applicables. Les frais liés au temps d'antenne local supplémentaire, les frais d'interurbain, les frais d'itinérance, les frais liés aux services supplémentaires sélectionnés et les taxes exigibles sont en sus et sont facturés mensuellement. **2.** Chaque forfait comprend une quantité de messages texte envoyés ; les messages texte reçus d'un autre sans-fil sont gratuits. Des frais s'appliquent pour les messages texte reçus du service Courriel à votre Fido et pour les messages texte à tarification supplémentaire (alertes, messages relatifs au contenu, aux concours et aux promotions). **3.** Un forfait mensuel de temps d'antenne et une option FIDO UNO, un téléphone compatible FIDO UNO, un service Internet haute vitesse (vitesse de téléchargement minimale de 512 kbps pour la liaison ascendante et la liaison descendante) et un routeur sans fil sont requis. MC Fido & dessin, FIDO UNO, FidoDollars et *Les bons prix font les bons amis* sont des marques de commerce de Fido Solutions Inc. © 2009 Fido Solutions Inc.

POLITIQUE

Deux fonds du gouvernement perdent le quart de leurs avoirs

Le gouffre de la Caisse de dépôt siphonne les finances publiques

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Autre coup dur pour les finances publiques du Québec. Avec le dérapage financier de la Caisse de dépôt et placement, le Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) a perdu 8,7 milliards de dollars en 2008, soit le quart de ses avoirs. Et le Fonds des générations, créé pour rembourser la dette, a fondu de 326 millions de dollars, une baisse de 22,4 %.

Mitraillée de questions par le député péquiste François Legault, la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, a révélé hier à l'Assemblée nationale les dégâts subis par ces deux déposants de la Caisse de dépôt. Québec refusait jusqu'à maintenant de les dévoiler, même si les pertes totales de la Caisse, 40 milliards pour 2008 (-25,6 %), étaient connues.

La saignée de 8,7 milliards du FARR a une incidence directe sur les finances publiques, déjà étranglées. Québec sera forcé de renflouer les pertes sur un horizon d'environ 10 ans. La dette gonflera donc encore davantage. Par conséquent, les intérêts que le gouvernement doit payer chaque année seront aussi en hausse. Le service de la dette atteint déjà sept milliards de dollars cette année.

« Effectivement, il va y avoir un impact. Je vais déposer bien sûr un budget très prochainement, avec un détail sur ce volet-là », a affirmé Monique Jérôme-Forget, refusant d'aller plus loin. La ministre a déjà annoncé que le budget, attendu le 19 mars, sera écrit à l'encre rouge. Les pertes désastreuses du FARR rendent son casse-tête encore plus complexe.

PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

Mitraillée de questions par l'opposition péquiste, hier, à l'Assemblée nationale, la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, a révélé les dégâts subis par deux fonds de l'État québécois, déposants de la Caisse de dépôt.

Au 31 décembre 2008, 26,1 milliards se trouvaient dans les coffres du FARR, une baisse de 25,6 % en un an. Ce fonds a été créé en 1993 pour capitaliser une dette de 67 milliards qu'a le gouvernement envers les régimes de retraite de ses employés. Québec ne finance pas le FARR à partir de ses revenus. Il emprunte pour faire les dépôts nécessaires. Le gouvernement a fait le pari que les rendements enregistrés par la Caisse, chargée de faire fructifier le fonds, seront supérieurs aux intérêts payés sur les emprunts. Les résultats de la Caisse pour l'année 2008 rendent ce pari encore plus risqué.

« Effectivement, il va y avoir un impact. Je vais déposer bien sûr un budget très prochainement, avec un détail sur ce volet-là. »

Le Fonds des générations est passé de 1,626 à 1,3 milliard en un an en raison d'un rendement de -22,4 %. Le gouvernement Charest a créé ce fonds en 2006 afin de rembourser la dette du Québec. Il a décidé de ne pas rembourser directement ce fardeau qui dépasse les 125 milliards de dollars. Il a plutôt demandé à la Caisse de faire fructifier les sommes versées au fonds et provenant entre autres de redevances d'Hydro-Québec.

« Pas une bonne nouvelle »

Le gouvernement prévoyait un rendement de 7,7 % par an en moyenne. Mais comme le rendement a été de 5,6 % en 2007 et de -22,4 % en 2008, les débuts du fonds sont très difficiles. « Ce n'est pas une bonne nouvelle », a convenu Monique Jérôme-Forget hier. Elle a déjà soulevé la possibilité de suspendre les versements prévus au Fonds des générations – 822 millions l'an prochain – pour amoindrir le déficit. La dette, elle, n'a toujours pas diminué.

La ministre se défend d'avoir appris et caché les pertes de la Caisse et de l'un de ses déposants, le Fonds des générations, lors de la campagne électorale. François Legault a rappelé qu'à titre de ministre responsable du Fonds, elle reçoit un « état de situation » chaque mois. Il a cherché à savoir à quel moment M^me^ Jérôme-Forget a su que les pertes étaient inquiétantes.

La ministre dit avoir appris le 17 octobre, avant le déclenchement des élections, que le Fonds des générations fondait de 8,9 %, ce qu'indiquait le rapport de septembre. « Ce n'est qu'au retour de l'élection, le 10 décembre, qu'il y avait une perte de 18 % au Fonds des générations. Donc, en campagne électorale, c'est clair, c'était moins de 9 % qui était perdu au Fonds des générations », a-t-elle affirmé à la période des questions.

Selon l'attaché de presse de M^me^ Jérôme-Forget, Catherine Poulin, le ministère des Finances a reçu « vers la fin novembre », donc en pleine campagne électorale, le rapport du mois d'octobre révélant les pertes de 18 %. « Mais la ministre n'était pas là. Elle était candidate », a-t-elle dit.

RELANCE ÉCONOMIQUE

Ottawa qui rit et Ottawa qui grogne

Deux rapports contradictoires donnent des munitions aux partis politiques

HUGO DE GRANDPRÉ
ET JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le gouvernement Harper a brandi hier un rapport flatteur du Fonds monétaire international sur les mesures de relance prises par Ottawa dans son dernier budget pour contrer les attaques soutenues des partis de l'opposition au sujet de l'état de santé réel de l'économie canadienne.

Mais un autre rapport, produit par le directeur parlementaire du budget, Kevin Page, est venu assombrir le portrait tracé par les conservateurs. M. Page a affirmé hier que la situation économique au dernier trimestre était pire que ce que le gouvernement a laissé croire.

La journée d'hier au Parlement a donc été marquée par les manœuvres de toutes les formations politiques de tirer parti de ces différentes conclusions.

Pendant ce temps, le ministre des Finances, Jim Flaherty, a mis en ligne un nouveau site web, à l'adresse www.actionplan.gc.ca, pour permettre aux Canadiens de suivre la mise en œuvre des mesures de relance économique, dont les annonces d'investissements en infrastructure.

« Les gens vont pouvoir aller voir au jour le jour pour constater quels projets dans leur communauté et leur région vont de l'avant, quels projets sont financés, à quel stade ces projets sont-ils », a déclaré le ministre.

À noter que la version française du site était truffée de fautes lorsqu'elle a été mise en ligne en matinée. La plupart de ces erreurs ont été corrigées dans le courant de la journée.

Deux rapports, deux visions

Jim Flaherty a accueilli à bras ouverts le rapport du FMI rendu public hier, qui appuie les mesures de relance économique présentées par Ottawa dans le budget.

La situation économique devrait s'empirer au pays, a noté l'organisme, mais « le Canada est mieux placé que plusieurs pays pour passer au travers de la turbulence financière globale et de la récession mondiale, grâce à des politiques de gestion saines et à des démarches proactives pour maintenir la stabilité économique et financière. »

Mais le rapport du directeur parlementaire du budget a plutôt donné de nouvelles munitions aux partis de l'opposition qui accusent le gouvernement Harper de porter des « lunettes roses » lorsqu'il aborde la question de l'économie.

La semaine dernière, Statistique Canada a annoncé que le PIB avait chuté de manière importante au dernier trimestre de 2008. Le premier ministre Stephen Harper s'était alors fait rassurant en disant que celui d'autres pays, comme les États-Unis, avait diminué bien davantage.

Or, il appert que cela dépend de l'indice que l'on consulte, selon le directeur parlementaire du budget. Selon lui, le revenu intérieur brut (RIB), qui représente le pouvoir d'achat des Canadiens, serait un indice plus approprié dans les circonstances. Et ce RIB a reculé de 15,3 % pour la même période l'an dernier, tandis que celui des États-Unis n'a diminué que de 1,5 %.

« Quand le gouvernement fera-t-il quelque chose pour les revenus de la classe moyenne qui diminuent ? » s'est insurgé Jack Layton durant la période de questions.

Mais le ministre des Finances a minimisé l'analyse de Kevin Page. « Je ne suis pas d'accord que cela signifie que les bases de notre économie changent ou que notre plan de relance change. Ils ne changent pas et cela nous mène tard dans la récession, et nous permet d'en sortir tôt », a-t-il dit en point de presse.

PHOTO SEAN KILPATRICK, LA PRESSE CANADIENNE

Le ministre des Finances, Jim Flaherty, a défendu le plan de relance des conservateurs hier à Ottawa.

Banque d'emplois du gouvernement

Le site web ne répond pas à la demande

CATHERINE HANDFIELD

Entre décembre et janvier, 129 000 Canadiens ont perdu leur emploi, le déclin mensuel le plus important des 30 dernières années. Force est de constater que le site de recherche d'emplois du gouvernement fédéral a de la difficulté à s'adapter à cette nouvelle réalité.

Des internautes ont récemment été accueillis par des messages d'erreur sur le site www.guichetemplois.gc.ca, un outil qui aide les Canadiens à se dénicher du boulot.

C'est le chef du NPD, Jack Layton, qui a fait état du problème mardi dernier à Ottawa. « Quand les travailleurs sans emploi se tournent vers la banque d'emploi du gouvernement, que trouvent-ils? Un message disant qu'il y a des difficultés techniques. »

La ministre des Ressources humaines, Diane Finley, a répondu qu'« un nombre sans précédent de personnes » utilisait le site. « Nous travaillons pour le mettre à jour pour nous assurer qu'il soit suffisamment robuste pour soutenir les demandes », a-t-elle dit.

L'équipe du Ministère a été incapable de fournir les données de fréquentation de son système informatique, hier. Lorsque *La Presse* a accédé au site, hier, celui-ci était en fonction.

Une hausse pour Jobboom

Le site Jobboom.com, un autre portail de l'emploi au Canada, constate aussi une hausse de popularité depuis le début de l'année. Le nombre d'inscriptions et de visites ont augmenté d'environ 10 % entre décembre et janvier. L'écart est le même si on compare janvier 2009 à janvier 2008.

« Les chercheurs d'emplois sont plus actifs, note Patricia Richard, directrice des contenus de Jobboom. Ils postulent pour des emplois qu'ils n'auraient pas nécessairement considérés avant. » Ce changement pourrait être dû à l'insécurité liée au contexte économique actuel, selon Mme Richard.

Du côté du site d'Emploi-Québec, le nombre de clics a été stable entre janvier et février. La tendance est sensiblement la même depuis trois ans, indique Claude Morin, responsable des relations média au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

« Peut-être que les impacts se feront sentir dans les prochains mois », dit-il. Le taux de chômage au Canada, qui était de 7,2 % en janvier, pourrait avoir grimpé en février.

UNE PREMIÈRE DANS L'INDUSTRIE

CHEVROLET
ON MET LE PAQUET

AVEO5 LS

9 994 $[1]
À L'ACHAT

5,7 L AUX 100 KM
ROUTE : 5,7 L/100 KM (50 mi/gal)
VILLE : 7,9 L/100 KM (36 mi/gal)[2]

★★★★★ Sécurité 5 étoiles[3]

5 ANS[4] ENTRETIEN Goodwrench INCLUS

COBALT XFE

FINANCEMENT À L'ACHAT
0 % pour 72 mois[5]

MEILLEURE ÉCONOMIE DE CARBURANT SUR ROUTE de sa catégorie[6] (à l'exclusion des hybrides)

ROUTE : 5,4 L/100 KM (52 mi/gal)
VILLE : 8,0 L/100 KM (35 mi/gal)[2]

Modèle SS illustré.

CHEVROLET
GM

offreschevrolet.ca

+ GM Canada
LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS
5 ANS
160 000 KM*
• GARANTIE LIMITÉE SUR LES COMPOSANTS DU GROUPE MOTOPROPULSEUR
• ASSISTANCE ROUTIÈRE
• TRANSPORT DE COURTOISIE
* SELON LA PREMIÈRE ÉVENTUALITÉ. CAMIONS POIDS MOYEN EXCLUS. DÉTAILS SUR LA GARANTIE LIMITÉE CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE.

1736177A 1743709

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles 2009 neufs suivants : Aveo5 (1TV48/1SA), coupé Cobalt (1AJ37/1SA) et berline Cobalt (1AJ69/1SA). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. 1. Transport (1 325 $), frais d'immatriculation, assurance et toutes les taxes en sus. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers, si applicables, et les droits sur les pneus sont en sus et payables à la livraison. 2. Selon les tests de consommation de GM conformément aux méthodes approuvées par Transports Canada pour une réserve de carburant de 10 % et une capacité de réservoir de 45 L pour l'Aveo5 LS avec moteur de 1,6 L et boîte manuelle 5 vitesses et de 49,2 L pour la Cobalt LS avec moteur de 2,2 L et boîte manuelle 5 vitesses. Les économies de carburant réelles peuvent varier selon les conditions routières, la météo et les habitudes de conduite. 3. Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et le passager avant (tests d'impacts frontaux) pour l'Aveo5. Les cotes de classification du gouvernement des États-Unis font partie du programme d'évaluation des nouveaux véhicules de la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA — www.safercar.gov). 4. Offre en vigueur chez les concessionnaires Chevrolet du Canada participants, entre le 13 février 2009 et le 1er juin 2009, à l'achat de l'un des véhicules admissibles neufs 2008 ou 2009 suivants : Aveo et Cobalt de Chevrolet. La durée du programme d'entretien expire après 60 mois/100 000 km, selon la première éventualité, à partir de la date de mise en service du véhicule. Ce programme inclut l'inspection, la vidange d'huile à moteur, le changement de filtre et la permutation des pneus, conformément à l'indicateur de vidange d'huile du véhicule, le cas échéant, ou au guide du propriétaire. Comme précisé dans le guide du propriétaire, ce programme n'inclut pas le remplacement d'autres pièces ou liquides ni les autres services qui pourraient être identifiés comme étant requis lors de l'inspection du véhicule. Rendez-vous chez votre concessionnaire pour en apprendre davantage. 5. Taux de financement à l'achat de 0 % pour un terme de 72 mois sur approbation de crédit de GMAC seulement. 6. S'applique à la Cobalt XFE 2009 (1AJ37/69). Selon les données publiées dans *EnerGuide* 2009 par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicule GM pour les petites voitures — segment standard. Cette offre est exclusive et ne peut être combinée avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants (visitez primegmpouretudiants.ca) et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.**

ACTUALITÉS

Consultation publique sur le sentiment de sécurité des jeunes Montréalais

« La violence est comme un jeu »

CAROLINE TOUZIN

« Dans mon école de Saint-Michel, si tu ne te bats pas, tu n'as pas d'amis. La violence est comme une forme de jeu. C'est rentré dans notre vie. »

Shaina, 13 ans, est venue raconter devant des élus de Montréal son quotidien dans une école secondaire publique du quartier Saint-Michel, hier soir, lors de la première séance de consultation publique de la Ville de Montréal sur le sentiment de sécurité de la jeunesse montréalaise. Soixante-quinze jeunes étaient présents à cette première de trois séances de consultation publique prévues ce mois-ci. La rencontre s'est tenue dans le quartier Saint-Michel, voisin de Montréal-Nord où ont éclaté des émeutes en août dernier à la suite de la mort d'un jeune lors d'une intervention policière.

« Le problème, c'est les couleurs. Si tu vas dans Montréal-Nord et que tu portes du bleu, c'est sûr que tu vas te faire agresser », a-t-elle lancé aux membres de la Commission de la sécurité publique de la Ville, coorganisateur de la rencontre, avec le Conseil jeunesse de Montréal.

Shaina s'est souvent fait intimider dans son quartier. « Une fois, j'étais avec un ami dans un parc et des criminels l'ont frappé à coups de bâton. Un gros bâton », a-t-elle raconté. Shaina fréquente une maison de jeunes située près de la 47e Rue, artère où la police de Montréal a fait plusieurs arrestations ces dernières années liées au trafic de drogues d'un gang de rue associé aux Bleus.

« Parfois, tu passes dans un parc. Des gens essaient de te vendre du crack. Ils veulent t'amener quelque part où tu n'as pas envie », a ajouté un ami de Shaina, Pierre Divinson, 13 ans. « Ouais, tu ne sais jamais qui va sortir une arme dans la rue. Les parcs devraient être mieux surveillés », a ajouté Steph, 13 ans. Ce dernier cache son uniforme bleu obligatoire à son école secondaire quand il prend l'autobus qui traverse le quartier voisin, Montréal-Nord, associé au gang de rue des Rouges.

PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE

Shaina, Steph, l'intervenante Oumou Salani Kane et Pierre Divinson ont tour à tour pris la parole hier devant des élus de Montréal pour raconter le quotidien des jeunes de Saint-Michel.

Pierre Divinson a aussi pris la parole pour dénoncer le profilage racial dont il est victime. « Des adultes font du profilage racial. Ils nous insultent juste parce qu'on est habillé hip-hop, ils nous prennent pour des membres de gangs de rue », a-t-il raconté. « Moi, quand je rentre dans un magasin avec des pantalons larges, je me fais suivre par des agents de sécurité », a ajouté Shaina.

L'intervenante jeunesse qui les accompagnait, Oumou Salani Kane, a demandé des améliorations à l'aménagement urbain. « Les parcs et les rues de Saint-Michel n'ont rien à voir avec ceux de Mont-Royal », a-t-elle résumé.

La conseillère de Saint-Michel, Soraya Martinez, a senti le besoin d'intervenir après avoir entendu les propos des jeunes de son quartier. « C'est vrai qu'il faut faire la différence entre des jeunes qui jouent dans un parc et ceux qui font des actes criminels », a dit l'élue municipale. Mme Martinez croit que les médias ont un rôle à jouer dans le sentiment de sécurité des jeunes. « L'une des équipes de basket du quartier est la meilleure au Québec, mais ça, ça ne fait pas la une des journaux », a-t-elle déploré. La conseillère a aussi souligné les efforts de la police et des organismes du quartier pour améliorer la qualité de vie des résidants. « Dans Saint-Michel, les policiers connaissent les jeunes par leur prénom. Ce que ça donne? Dans les parcs, les jeunes ne se sauvent pas quand la police arrive », a-t-elle souligné.

Pour Priscille, jeune intervenante à la maison de jeunes Culture X de Montréal-Nord, les policiers ont encore du travail à faire. « Les jeunes vivent beaucoup de répression. Parfois ça déborde. Les événements de Montréal-Nord ont aggravé leurs perceptions négatives de la police », a-t-elle souligné.

Le conseiller de Montréal-Nord, Jean-Marc Gibeau, membre de la Commission de la sécurité publique, a aussi blâmé les médias pour le sentiment d'insécurité ressenti par les jeunes Montréalais. « Il va falloir se battre encore 10 ans pour faire changer la perception de Montréal-Nord », a-t-il déploré.

Avec ces consultations publiques, la Ville cherche à comprendre pourquoi les jeunes ne se sentent pas en sécurité à Montréal, alors que le taux de criminalité est en baisse. Depuis les 10 dernières années, le taux de criminalité a diminué de 29 %, selon le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Or, cette réduction semble avoir peu d'impact sur le sentiment de sécurité des Montréalais, et en particulier sur celui des jeunes, a indiqué le président la Commission de la sécurité publique de la Ville de Montréal, Claude Dauphin, à l'ouverture de la séance.

En plus de nombreux élus, le SPVM avait dépêché un assistant-directeur et le commandant du quartier Saint-Michel pour écouter les doléances des jeunes.

La prochaine consultation se tiendra aujourd'hui à 18h à l'UQAM. Une autre aura lieu le mercredi 25 mars dans Côte-des-Neiges.

PROCÈS DES « NARCOTORPILLES »

L'infiltrateur continuait son trafic tout en collaborant avec la GRC

ANDRÉ CÉDILOT

Détenu modèle quand il était en prison, l'as de la logistique du gang des « narcotorpilles », Pierre Tremblay, reprenait ses activités illicites quand il était en libération conditionnelle. Il maintenait des rapports avec un policier de la GRC depuis déjà 13 ans, en « cas de pépins », quand il s'est décidé à se mettre à table et à collaborer avec la police, à la fin de 2004.

« Depuis 1991, je le contactais pratiquement chaque année. Ce pouvait être un coup de téléphone ou une carte de Noël. Je ne lui disais rien. Il m'était sympathique et je voulais simplement le garder de mon bord, en cas de pépins », a relaté Pierre « Panache » Tremblay, en référence au policier John Golden, du détachement de la GRC à Québec. En échange d'une récompense de 400 000 $ – il lui reste encore 115 650 $ à recevoir –, Tremblay s'est mis au service de la police en infiltrant des réseaux de trafiquants de drogue liés au caïd Raymond Desfossés.

Témoignant au procès des frères Frédérick et Marc-André Brind'Amour, accusés en Cour du Québec dans une affaire d'importation de 52 kg de cocaïne mise au jour en 2004 au Nouveau-Brunswick, Tremblay a notamment dit avoir communiqué avec l'enquêteur Golden, alors qu'il purgeait une peine de 15 ans à l'Institut Leclerc, à Laval. « Je voulais mettre les chances de mon bord en vue d'une libération conditionnelle », a-t-il dit. L'appel a été fait quelques mois après son arrestation en 1999 pour son implication dans une importation de 206 kg de cocaïne survenue 10 ans plus tôt. Tremblay, qui était en libération conditionnelle, a raconté qu'il était en train de monter un projet de culture de marijuana en serre hydroponique avec Raymond Desfossés.

Qu'à cela ne tienne, il a été libéré en novembre 2002, seulement 30 mois après sa condamnation à 15 ans de pénitencier, le 24 mai 2000.

« La police n'a rien eu à voir là-dedans », assure-t-il, expliquant qu'en vertu du système de calcul des peines par le Service correctionnel canadien (SCC), il était déjà libérable dans l'année qui a suivi sa sentence de 15 ans.

Peu après sa sortie en 2003, Tremblay dit avoir revu Raymond Desfossés et repris de plus belle ses trafics de cocaïne. Tout cela à l'insu de son agent de libération conditionnelle, qu'il avait l'obligation de rencontrer une fois par mois, à Laval.

« Évidemment que je ne lui disais pas que j'étais retombé dans le crime », a-t-il précisé devant le tribunal. C'est en partie parce qu'il craignait de retourner à l'ombre qu'il a décidé de collaborer avec la GRC, à partir du 31 décembre 2004.

En attendant de signer son contrat d'agent source, le 2 septembre 2005, il a rencontré les policiers à maintes reprises pour leur étaler son passé criminel. Il les tenait aussi informés des faits et gestes de criminels de son entourage. Pendant plusieurs mois, il s'est même permis de trafiquer de la cocaïne au kilo. « J'avais une grosse clientèle à m'occuper et beaucoup d'argent à collecter », s'est-il défendu. Après s'être confié à ses contrôleurs de la GRC, il s'est fait avertir : « Si tu te fais prendre, on ne pourra rien pour toi. »

À l'en croire, c'est son statut de « libéré conditionnel » qui a causé le plus de problèmes à la GRC, « car il m'était interdit de fréquenter des criminels », a-t-il dit. Selon lui, les policiers se sont arrangés, à l'été 2005, pour que cette condition soit biffée de son dossier.

Estimant abusif que les policiers aient fermé les yeux sur les activités illicites de Tremblay, Mes Marco Robert et Michel Grenier, avocats des frères Brind'Amour, ont déposé une requête en arrêt du processus judiciaire, hier. Même si elle arrive tardivement, le juge Claude Parent a décidé qu'ils pourraient la plaider une fois que le ministère public aura clos sa preuve, aujourd'hui.

VACANCES VOYAGE

CE SAMEDI | DIX BELLES DESTINATIONS DE PLONGÉE DANS LE SUD

Tous les samedis dans LA PRESSE

1710103

Immersion en anglais pour les garçons et filles de 10 à 17 ans

Depuis 1980, le Camp d'été linguistique international Pilgrim — Destination Canada offre à ses participants **une expérience culturelle et éducative exceptionnelle qui créera des amitiés et des souvenirs inoubliables.**

- Séjours de 3 semaines (2 695$) et 4 semaines (3 275$) en juillet et août
- Activités culturelles et sportives
- Hébergement dans les résidences de l'Université Carleton à Ottawa
- Professeurs ayant une formation universitaire
- 5 heures par jour d'apprentissage de l'anglais
- 3 repas par jour, 7 jours par semaine
- Visites guidées
- Encadrement 24 heures par jour

Renseignements et inscription
kerry@destination-canada.ca
Téléphone (613) 327-3840

www.destination-canada.ca

PILGRIM CAMP LINGUISTIQUE INTERNATIONAL
30ième Anniversaire

1677853A

Ex-médecin accusé d'agressions sexuelles sur deux patientes

CHRISTIANE DESJARDINS

Pour avoir ligoté des patientes et fait des gestes douteux à leur égard, le Dr Elliot Rappaport avait été radié pour quatre mois par son comité de discipline, en 1995. Ces gestes, faits dans les années 80 et 90 au cours de pseudothérapies, lui valent maintenant des accusations criminelles.

M. Rappaport, 54 ans, vient d'être accusé au palais de justice de Montréal de séquestration et agressions sexuelles à l'égard de deux de ses anciennes patientes. Les faits se seraient produits en 1985 pour l'une et, en 1990, pour l'autre, dans le cadre de consultations.

M. Rappaport, un omnipraticien qui pratiquait à la Clinique Saint-Henri, a démissionné du Collège des médecins le 5 août 2002, et ne pratique plus depuis ce temps, selon les informations obtenues auprès du Collège. Hier, M. Rappaport ne s'est pas présenté au palais de justice pour sa comparution. Il a plutôt choisi de se faire représenter par son avocat, Me Gérald La Haye. La suite du processus a été fixée au 27 mars.

Selon les informations obtenues, si cette affaire rebondit aujourd'hui en Cour criminelle, c'est que des incidents semblables seraient survenus en 2001 avec une autre patiente. Cette dernière aurait attendu à l'automne dernier avant de porter plainte. Cette plainte aurait réactivé le dossier et d'ex-patientes se sont manifestées. M. Rappaport ne fait cependant l'objet d'aucune autre accusation.

En 1995, devant son comité de discipline, le Dr Rappaport avait plaidé coupable à huit accusations, dont celles d'avoir administré des thérapies non conformes à la science médicale à quatre patientes, d'avoir donné une ordonnance en blanc à l'une d'elles, et d'avoir investi dans une entreprise appartenant à des patients, mettant ainsi en péril son indépendance professionnelle.

Pour des problèmes de dépression, d'embonpoint ou de cellulite, il a fait dénuder des patientes en tout ou en partie, et leur a lié les mains et les pieds avec une corde.

En ce qui concerne les thérapies non conformes, elles se déroulaient dans le bureau du médecin, en sa présence. Pour des problèmes de dépression, d'embonpoint ou de cellulite, il a fait dénuder des patientes en tout ou en partie, et leur a lié les mains et les pieds avec une corde. Dans certains cas, elles avaient les yeux et la bouche bandés également. Elles devaient ensuite se débattre avec force. Selon le raisonnement du Dr Rappaport, cette « thérapie » permettait aux patientes de sentir leurs émotions, de relâcher de l'énergie et de se libérer de certaines barrières. Les vêtements étaient des barrières qu'il fallait faire tomber, disait-il. Le fait de se débattre et de se libérer de ses liens pouvait signifier que la patiente était forte, donc capable de se libérer de toutes ses insécurités et, le cas échéant, de son agressivité envers les hommes ! Pour la patiente qui souffrait de cellulite, ces exercices allaient supposément « renforcer la structure des tissus corporels ». Il est à noter que le médecin avait aussi fait des attouchements douteux pendant ces séances.

« L'attitude de l'intimé ne démontre pas le professionnalisme dont on doit s'attendre d'un médecin, avait signalé le comité de discipline en rendant sentence. Il avait ajouté qu'il « est difficile de croire qu'il n'a pas créé cette forme de thérapie pour satisfaire certains fantasmes personnels ».

Outre la radiation temporaire, le médecin avait été condamné à payer une amende de 1600$. Il avait recommencé à pratiquer la médecine après sa radiation. En 1999, il avait été poursuivi au civil par un patient, qui s'était erronément fait dire qu'il était porteur du VIH. L'erreur n'avait été découverte que trois ans plus tard. D'autres médecins étaient aussi poursuivis. La poursuite s'est finalement réglée avant le procès.

DISPARITION DE DAVID FORTIN

La SQ recherche un témoin-clé

Un donateur anonyme offre 10 000$

CATHERINE HANDFIELD

La Sûreté du Québec (SQ) recherche un conducteur qui aurait fait monter David Fortin à bord de son véhicule le 15 février dernier dans Lanaudière. Par ailleurs, une récompense de 10 000$ est offerte à toute personne qui permettra de retrouver l'adolescent d'Alma, au Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Pour la première fois depuis le début de l'enquête, la SQ a fait appel au public hier pour valider une information fournie par la population.

La police recherche un conducteur qui aurait peut-être fait monter le garçon de 14 ans le matin du dimanche 15 février, soit cinq jours après sa disparition. L'adolescent faisait de l'autostop devant la chapelle Calvaire Harnois, à Saint-Thomas-de-Joliette. Il portait un manteau de couleur voyante et aurait déposé un sac à dos de couleur foncée à l'arrière avant de monter à l'avant du véhicule. Le conducteur du véhicule sous-compact à quatre portes, bleu foncé ou bleu gris, a pris la route 158 Est en direction de Berthierville.

Cette information a été fournie par un autre automobiliste qui aurait fait monter David Fortin à bord de son véhicule. « Notre témoin a déposé son passager devant la chapelle Calvaire Harnois. Quand il a voulu reprendre la route, il a vu l'adolescent monter à bord du véhicule que nous recherchons présentement », a indiqué Hélène Nepton, porte-parole de la SQ.

Mme Nepton indique que ce témoin est « l'un des plus crédibles » que la SQ a rencontrés jusqu'à maintenant dans cette affaire. « La description qu'il donne correspond à celle de David Fortin au niveau du visage et des habits », a-t-elle dit.

Récompense

Par ailleurs, par l'entremise de Jeunesse au soleil, un donateur anonyme offre une récompense allant jusqu'à 10 000$ pour toute information permettant de retrouver l'adolescent d'Alma. L'organisme en a fait l'annonce hier matin en compagnie des parents de David Fortin.

Le donateur s'est senti touché par la disparition de l'adolescent, puisque son propre fils a lui aussi été victime d'intimidation à l'école.

« Ça nous donne du *pep*, a réagi Éric Fortin, père du disparu. Les langues des gens qui savent quelque chose vont peut-être se délier plus facilement. »

EN BREF

Mort d'une skieuse : le policier s'excuse

Un policier de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) s'est excusé à la famille de la skieuse québécoise morte de froid dans les Rocheuses pour avoir omis de lancer les recherches en dépit des signes S.O.S. qui lui avaient été rapportés. Avec émotion, le sergent Marko Shehovac a lu une déclaration mardi soir au conseil municipal de Golden, en Colombie-Britannique. « Comme M. Blackburn a déjà admis ses erreurs en public, dans mon propre processus de guérison, je reconnais aussi les miennes », a-t-il, deux semaines après les événements qui ont coûté la vie à Marie-Josée Fortin, 44 ans. Son mari, Gilles Blackburn, est depuis rentré à Montréal où il soigne des engelures. S'ils avaient fait les vérifications nécessaires, les recherches auraient été entreprises le jour même, a dit le sergent Shehovac. « Je suis responsable de cette erreur de jugement du 21 février et j'en accepterai les conséquences », a-t-il déclaré.

— Catherine Handfield

VENTE AUX ENCHÈRES DE BIJOUX

Stocks évalués à plus de 3 millions $. TOUT DOIT ÊTRE LIQUIDÉ.

Biens confisqués auprès de narcotrafiquants et d'autres contrevenants à la loi. Des articles issus de ventes aux enchères des douanes américaines seront également offerts dans le cadre de cet événement d'une journée, où seront mis en vente d'autres bijoux principalement.

DIAMANTS CERTIFIÉS

GIA	4.12ct.	Couleur F	Pureté : VS2 rond
GIA	3.01ct.	Couleur D	Pureté : VS1 rond
EGL	2.04ct.	Couleur F	Pureté : SI3 rond
EGL	1.10ct.	Couleur F	Pureté : SI1 Asscher
GIA	1.00ct.	Couleur F	Pureté : SI1 radiant

ET PLUS ENCORE!

ENTRÉE LIBRE

ÉVALUATIONS GEMMOLOGIQUES OFFERTES POUR CHAQUE ARTICLE

1749035

Dimanche 15 mars

Vente aux enchères à 12 h • Présentation à 11 h

Hôtel InterContinental Montréal

360, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal (Québec) H2Y 3X4

Prendre la sortie 4 (de la Montagne/Saint-Jacques) de l'autoroute 720. Garder la gauche dans la bretelle de sortie, puis tourner à droite sur la rue Saint-Antoine.

Modalités : argent comptant, principales cartes de crédit, chèques avec preuve d'identité. La vente aux enchères sera organisée par Brighton's Auctioneers, Inc. Pour obtenir de plus amples renseignements, appeler au 1-818-713-1224. Tous les articles sont offerts sous réserve de leur vente antérieure. La sécurité est assurée par la police locale. La vente aux enchères n'est liée à aucun organisme gouvernemental.

promotion

LE RHUME? ... connaît pas!

*L'ail Sulfo-Génik aide à maintenir la santé cardiovasculaire et utilisé traditionnellement pour traiter les symptômes des infections des voies respiratoires supérieures (gorge, nez, etc.).

De tous les « allium », c'est l'ail qui contient le plus de soufre et de sulfo-molécules, telle l'allicine. L'ail Sulfo-Génik du Laboratoire Sur-Actif (formule exclusive), met à votre disposition le maximum de caractères allicino-actifs (allicine), chaque comprimé entéro-soluble libérant 4000 mcg d'allicine dans votre tube digestif. Un produit de santé naturel médicinal actif.

L'ail Sulfo-Génik, comprimé allicino-actif préférable à l'ail frais coupé ou broyé, oui préférable à l'ail frais et son odeur désagréable, peut vous venir en aide. Le simple fait de couper, broyer ou écraser une gousse d'ail frais, produit de l'allicine volatile qui est irrécupérable. Dans l'ail Sulfo-Génik, nous l'avons récupéré pour vous. Dans un comprimé facile à avaler, vous trouverez tous les bienfaits de l'ail, sans les inconvénients de l'odeur.

Sulfo-Génik, dites-vous? Oui, 4000 mcg d'allicine, une plus value hygiénique contre l'inflammation des muqueuses des voies respiratoires supérieures.

AIL SULFO-GÉNIK : titulaire d'une nouvelle licence et reconnu par les autorités gouvernementales comme produit de santé naturel : NPN 80000306. Haute sécurité. * Ces allégations font partie intégrante de la licence. En vente partout, mais pas n'importe où!

1731822

Derrière les couleurs, il y a...

L'EXCELLENCE DE 7 AMBASSADEURS

Ces gens sont devenus des membres accrédités du Club des Ambassadeurs, un groupe de femmes et d'hommes dynamiques qui, parallèlement à leurs activités professionnelles traditionnelles, ont attiré au Palais des congrès de Montréal un ou des événements d'envergure, générant ainsi des retombées économiques et intellectuelles importantes pour la ville et la province.

M. Michel Venne
9th, 10th and 11th CIVICUS World Assemblies
— août 2009, 2010 et 2011

M. Bernard Courtois
18th World Congress on Information Technology
— 20 au 23 mai 2012

M. Claude Lemay
18th World Congress on Information Technology
— 20 au 23 mai 2012

Mme Lucie Dumas
2013 Planetree Annual Conference
— 6 au 10 octobre 2013

Dr Pierre Talbot
Meetings of the Three Divisions of the International Union of Microbiological Societies (IUMS)
— 27 juillet au 1er août 2014

Dr Louis Delbaere
Congress and General Assembly of the International Union of Crystallography (IUCR)
— 6 au 12 août 2014

Pr Diego Mantovani
10th World Biomaterials Congress (IUSBSE)
— 18 au 22 mai 2016

Merci pour tous les efforts déployés dans la promotion de Montréal sur la scène internationale.

Palais des congrès de Montréal
Club des Ambassadeurs

Lauréat 2009 du
Prix Rayonnement international
Club de hockey Canadien.

congresmtl.com

Merci à nos partenaires :

Tourisme Québec
AVW·TELAV Solutions audiovisuelles
Groupe Kloda Focus Sonorisation & éclairage
GES Canada
Salon international de l'auto de Montréal
Tourisme Montréal

1741407A

ACTUALITÉS

CYBERPRESSE.CA

QUIZ

Connaissez-vous bien le pays de nos cousins français? Pour le savoir, testez notre quiz sur **cyberpresse.ca/quizfrance**

WEEK-END CHAUD

Pour planifier vos sorties ce week-end, regardez la vidéo de notre chroniqueuse artistique Marie-Christine Blais sur **cyberpresse.ca/blais**

Guillaume Larouche
PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

SURF SUR FLEUVE ST-LAURENT

À 3 °C, des amateurs de surf s'en donnent à cœur joie sur le fleuve Saint-Laurent. À voir sur **cyberpresse.ca/surf**

NOS BLOGUES

TRISTAN PÉLOQUIN

Photo numérique : la nouvelle frontière

Voyez la vidéo de l'impressionnant joueur de basketball Slamdunk sur le blogue de Tristan Péloquin. **cyberpresse.ca/peloquin**

Sainte-Catherine sera piétonne un mois de plus

SARA CHAMPAGNE

Pour une rare fois depuis des mois, les élus du centre-ville se sont entendus à l'unanimité, sans se crêper le chignon, sur l'idée d'offrir 30 jours supplémentaires de piétonnisation rue Sainte-Catherine. Dès le 28 mai, il sera donc possible de descendre l'artère à pied sur une distance de 1,2 kilomètre, entre la rue Berri et l'avenue Papineau.

Le maire de Ville-Marie, Benoit Labonté, a ajouté, au cours d'un entretien avec *La Presse*, que l'artère demeurera fermée aux automobilistes tout l'été, même au-delà de la fête du Travail, soit jusqu'au 9 septembre.

Dans un contexte où tous les arrondissements sont appelés à couper dans le gras afin d'équilibrer le budget central, Ville-Marie est parvenu à réserver une somme de 165 000$ pour rendre permanent le projet pilote de l'été dernier.

De cette somme, 45 000$ seront utilisés pour déployer les cadets affectés à la sécurité et 35 000$ serviront à installer la signalisation. À ce sujet, le chargé de communication, Jacques-Alain Lavallée, a précisé que la fermeture des rues aux intersections a été revue à la lumière des critiques de l'an dernier. Le reste de l'argent, soit 90 000$, sera accordé à la Société de développement commercial (SDC) du Village pour l'installation et l'aménagement des rues.

L'été dernier, certains commerçants ont enregistré une hausse allant jusqu'à 58 % de leur chiffre d'affaires.

Un sondage commandé par la SDC a par ailleurs révélé qu'un répondant sur deux a déclaré avoir le goût de retourner plus souvent se balader dans la célèbre rue.

Outre le projet qui sera étendu sur 105 jours au lieu de 75, il est également prévu de permettre aux artistes de rue d'animer la rue Sainte-Catherine. Il y aura davantage de terrasses, et un pochoir géant sera dessiné sur toute la longueur du tronçon piéton. Les cadets auront pour leur part la délicate tâche de faire respecter le règlement piéton, souvent enfreint par les cyclistes, l'été dernier.

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste : sara.champagne@lapresse.ca

Le zonage pour lutter contre la malbouffe à l'école

STÉPHANIE BÉRUBÉ

Le zonage comme outil pour limiter la malbouffe et prévenir l'obésité. L'idée n'est pas nouvelle, mais pour la première fois, des municipalités du Québec pourraient utiliser le zonage pour interdire l'établissement de certains restaurants à proximité des écoles.

« Notre objectif n'est pas de faire fermer des restaurants », explique Suzie Pellerin, directrice de la Coalition sur la problématique du poids, qui veut mettre sur pied un projet pilote dès cette année. « Nous voulons prévenir l'ouverture de nouveaux restaurants. » Il s'agit bien sûr de restaurants qui servent des aliments très gras, à très bas prix. Des aliments qui sont très attirants pour les jeunes du secondaire, surtout depuis que les friteuses ont quitté les cafétérias de leurs écoles.

Au moment où Québec a lancé sa Politique cadre sur l'alimentation en milieu scolaire, en 2007, l'Union des municipalités du Québec avait pourtant rejeté l'idée d'utiliser le zonage pour empêcher certains types de restaurants de s'établir en bordure des écoles. « Notre position n'a pas changé », explique François Sormany, porte-parole de l'UMQ.

« Nous ne croyons pas que c'est la bonne façon de faire, explique-t-il, parce que la loi sur l'aménagement et l'urbanisme permet de contrôler différents usages sur le territoire, mais pas de contrôler la qualité de l'usage. Un restaurant peut à la fois offrir un menu qui contient des gras trans et des options santé. »

Bon point. Comment définir la malbouffe? Une beignerie est-elle dans la catégorie? Et un commerçant indépendant qui fait de la pizza au four? Faut-il bannir la charcuterie?

Pour éviter d'entrer dans ce panier de crabes, il faudrait plutôt interdire tous les restaurants dans un certain périmètre ou alors en limiter le nombre, explique l'avocat Marc-André LeChasseur, spécialiste en droit municipal et droit immobilier, qui agit comme conseiller juridique pour la Coalition dans ce projet. Selon lui, légiférer sur ce qu'il y a dans l'assiette est une entreprise complexe et risquée. « Aux États-Unis, dans des situations semblables, explique-t-il, on a interdit les restaurants où l'on vend la nourriture préemballée. Ç'a été la définition du fast food. »

« Notre objectif n'est pas de faire fermer des restaurants. Nous voulons prévenir l'ouverture de nouveaux restaurants. »

Plusieurs autres questions très délicates devront être étudiées. Comment refuser à une grande chaîne de hamburgers de s'installer à un coin de rue lorsqu'il y a déjà son compétiteur, roi du poulet frit, de l'autre côté de la rue?

« Nous avons une centaine d'exemples de ce qui s'est fait aux États-Unis, en Californie notamment », explique Me LeChasseur, qui doit précisément établir les balises du projet québécois.

La Coalition et le Réseau québécois des villes et villages, partenaires dans cette expérience, sont présentement à la recherche de trois municipalités qui voudraient participer à un projet pilote. Les villes intéressées doivent déposer leur candidature durant le prochain mois.

La Coalition cherche idéalement un échantillonnage représentatif qui compterait au moins une ville en développement, où des restaurants ont encore la possibilité de s'installer en milieu scolaire. Et aussi une ville où il y a plus de pauvreté, explique Suzie Pellerin. Puisque des études ont lié la consommation de *fast food*, l'obésité et les milieux défavorisés. Un projet pilote permettrait justement de tester certaines théories à propos de la proximité restaurant-école.

© Nick Laham/Getty Images

APPUYONS NOS ATHLÈTES

À NOUS LE PODIUM 2010 TM/MC

Faites un don de 20,10 $ dès aujourd'hui dans le site fondationolympique.ca
Quand les athlètes canadiens prennent leur place sur le podium, nous partageons tous leur victoire. Vous pouvez maintenant aider nos olympiens et paralympiens en quête de l'or aux Jeux d'hiver de 2010. Votre don à *À nous le podium 2010* offrira aux espoirs olympiques et paralympiques le soutien dont ils ont besoin pour gagner. Alors allons-y Canada. Aidons nos athlètes à conquérir le podium quand le monde viendra à Vancouver en 2010.

Canadian Paralympic Committee | Comité paralympique canadien

vancouver 2010 PARALYMPIC GAMES JEUX PARALYMPIQUES

1749382A

VIE DE FAMILLE

To blogue or not to blogue

SILVIA GALIPEAU
SOCIÉTÉ

Lundi soir, à Radio-Canada. Une centaine de mères blogueuses sont réunies pour assister au lancement de la websérie *Les chroniques d'une mère indigne*, inspirée du blogue et du roman du même nom. Cent filles qui prennent la plume, pardon, le clavier, jour après jour, pour discuter du quotidien de leur maternité, mettant ainsi plus ou moins à nu leur intimité. Exit, la vie privée de bébé?

Dans une entrevue avec l'auteure diffusée sur le site de Radio-Canada, Caroline Allard, alias *Mère indigne*, demande à la blague à sa fille: «Clémentine, est-ce que ça t'a déjà dérangée (que je raconte notre vie)? Peut-être qu'il est un peu tard pour que je te pose la question...»

Interrogée, en marge du lancement, Caroline Allard avoue que sa fille Clémentine, aujourd'hui âgée de 9 ans, lit toutes ses chroniques avant publication. «Elle m'a dit à un moment donné: tu parles de moi, alors j'ai le droit de lire, confie-t-elle. Cela m'a fait réaliser que oui, elle avait son mot à dire.» Sa fille grandissant, elle a aussi arrêté de raconter certains détails de sa vie privée. «Et quand elle va être adolescente, je vais sûrement faire autre chose. Parce qu'on est plus sensible à l'adolescence. Moi, si ma mère avait fait ça à mon adolescence, je n'aurais pas aimé ça.»

«Mes enfants lisent mon blogue, enchaîne *Grande dame*, mère de six enfants. Le deuxième aime beaucoup quand je parle de lui.» Mais quand elle doit raconter des anecdotes plus croustillantes (une réflexion familiale sur la sexualité, par exemple) elle leur demande toujours d'approuver avant de publier, histoire d'éviter quelques humiliations dans la cour d'école...

Mais ces précautions ne suffisent pas toujours. «Petit, je prénommais mon aîné *le tyran*. La semaine passée, il est tombé sur un vieux billet, et il était très, très fâché de lire ça. Je me suis rendu compte qu'il ne fallait pas que je mette d'étiquette sur mes enfants.» Toutes les mères n'ont toutefois pas cette retenue. «Mes enfants m'ont déjà dit: tu nous fais honte! Mais qu'est-ce que ça veut dire, à 5 ans? se demande une des *(Z) imparfaites*. (Le blogue) je trouve que c'est un bel héritage à leur laisser. Ils vont se rendre compte que c'était lourd (la maternité), mais qu'on s'est amusés.»

Prudence, tout de même. Car s'ils peuvent être utiles pour trouver des conseils éducatifs précis, les blogues ne devraient pas servir à étaler l'intimité des enfants, croit le psychoéducateur et orthopédagogue Germain Duclos. «Je ne suis pas très favorable à ça, dit-il. L'enfant a droit à son intimité.»

Dans une entrevue accordée au *New York Times*, John Palfrey, professeur de droit à l'Université Harvard et auteur de *Born Digital: Understanding the First Generation of Digital Natives*, va même plus loin. «Ces parents construisent un dossier numérique de leur enfant. Et qui aura accès à ce dossier, dans l'avenir? C'est préoccupant», conclut-il.

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste: silvia.galipeau@lapresse.ca

MOTS D'ENFANTS

Une mère demande à son fils, Félix, 8 ans, comment s'appellent les spécialistes des yeux: **«Ben voyons maman, les optimistes!»** (Envoyé par Catherine Lambert.)

Des mots d'enfants? Écrivez-nous!

DES NOUVELLES DE LA MÈRE BLOGUE

Lundi, 13 h 52 - Oublier son enfant dans l'auto, un crime?

Mardi, 16 h 49 - Jeux vidéo: mère complice ou mère «police»?

Mercredi, 10 h 09 - Mères porteuses et enfants sans maman (s)

Vous voulez poursuivre la discussion? Rendez-vous à: **www.cyberpresse.ca/mere**

UN GUICHET (PRESQUE) UNIQUE

Vous désespérez de trouver un jour une place en garderie? Les numéros à appeler se multiplient? Bonne nouvelle pour les nouveaux parents montréalais: la Coopérative Enfance Famille offre depuis quelques jours une liste d'attente (quasi) centralisée. Son site propose une liste unique pour 80 installations (membres de la coopérative), en plus de répertorier l'ensemble de tous les services de garde (non membres) de la région. Objectif? Tripler le nombre d'installations membres d'ici trois ans.
Infos: www.enfancefamille.org

PÈRE ÂGÉ, BÉBÉ MOINS FUTÉ

Plus un père conçoit tardivement, moins ses enfants seront intelligents, vient de conclure une étude australienne, publiée dans le *Public Library of Science Medicine*. Les chercheurs ont suivi les données de 33 000 enfants américains, nés entre 1959 et 1965, de pères âgés de 14 à 66 ans. Ils ont analysé leur QI à 8 mois, 4 ans, puis 7 ans. Conclusion? Un enfant né d'un père âgé de 20 ans avait en moyenne un QI de deux points supérieur à celui d'un enfant né d'un père âgé de 50 ans.

Solariums 3 et 4 saisons, en VERRE DURABLE et à PRIX ABORDABLE

VISTA	PROFONDEUR		
LONGUEUR	8 pieds	10 pieds	12 pieds
8 pieds	3847$	4127$	4757$
12 pieds	4294$	5033$	5771$
14 pieds	4740$	5539$	6338$
15 pieds	4956$	5785$	6614$
ET PLUS	Modèle Vista comprend une porte et une fenêtre		

LAVAL
3155, Jules-Brillant
514-335-2050
Lun-sam : 11:00-17:00

LONGUEUIL
600, Trans-Canada
514-335-2050
Lun-sam : 11:00-17:00

GATINEAU (ouverture en mars)
Carrefour du Casino (705, de la Carrière)
819-778-5313
Mar-sam : 9:30-16:00

OTTAWA
1460, Ch Cyrville
613-288-2808
Mar-sam : 9:30-16:00

QUÉBEC
5237, Wilfrid-Hamel O.
418-877-1888 / 1-800-665-9505
Lun-ven : 9-17:00

Tout autre temps sur rendez-vous

www.panovision.ca 1 (800) 361-9232

Accord D Desjardins

Conçu et fabriqué par Zytco Solariums Depuis 1981

1750457A

MONDE

Washington et Moscou se font les yeux doux

Les deux puissances tentent un rapprochement après le refroidissement sous Bush

La Russie et les États-Unis veulent faire table rase du passé. La secrétaire d'État américaine Hillary Clinton a symboliquement offert un « bouton de redémarrage » au ministre des Affaires étrangères russe Serguei Lavrov lors de leur première rencontre à Genève vendredi dernier. Au-delà de l'anecdote, Moscou et Washington semblent tous deux trouver avantage à un rapprochement après le refroidissement sous la présidence de George W. Bush. Notre collaborateur nous explique pourquoi.

PHOTO TIM SLOAN, AGENCE FRANCE-PRESSE

Les relations n'ont pas toujours été aussi cordiales entre les ex-présidents russe et américain, Vladimir Poutine et George W. Bush. Aujourd'hui, l'administration Obama espère un rapprochement avec la Russie.

FRÉDÉRICK LAVOIE
COLLABORATION SPÉCIALE

MOSCOU — La Russie demeure un acteur incontournable pour régler certains problèmes de la planète. Le président américain Barack Obama l'a compris.

Il y a un mois, il a envoyé une lettre au président russe Dmitri Medvedev. Selon le *New York Times*, qui cite des responsables américains, il lui proposait d'abandonner son projet de bouclier antimissile en Europe de l'Est, contre quoi les Russes devraient l'aider à convaincre l'Iran de renoncer à son présumé programme d'armement nucléaire.

Washington et Moscou ont tous deux nié que la lettre contenait une proposition « d'échange » si précise, mais pas que ces deux dossiers y étaient abordés.

Fiodor Loukianov, rédacteur en chef de la revue *La Russie dans la politique mondiale*, estime que l'administration Obama se trompe en croyant que la Russie peut convaincre l'Iran de quoi que ce soit, malgré la relation privilégiée entre les deux pays. Moscou fournit peut-être des armes à Téhéran et l'a aidé à mettre au point son premier réacteur nucléaire à Bushehr, mais « personne n'a vraiment d'influence sur l'Iran, sauf les États-Unis », dit-il.

La Russie n'a pas non plus intérêt à ouvrir la porte à un trop grand rapprochement entre les États-Unis et le régime des mollahs. « L'Iran deviendrait alors une route alternative [à la Russie] pour le transport du gaz [d'Asie centrale] vers l'Europe », fait-il remarquer.

Accord sur l'Afghanistan

Moscou ne souhaite pas pour autant que l'Iran se dote de l'arme nucléaire, souligne Viktor Kremeniouk, directeur adjoint de l'Institut des États-Unis et du Canada de l'Académie russe des sciences. Contrairement à M. Loukianov, il juge toutefois que la Russie a un « grand pouvoir d'influence sur l'Iran », notamment en raison de son rôle dans le développement du programme nucléaire civil du pays.

Washington et Moscou s'entendant sur la nécessité d'empêcher la prolifération nucléaire, ils ne devraient pas se heurter à des différents majeurs dans la renégociation du traité START-1 sur la réduction des armements stratégiques, signé en 1991 et qui arrive à échéance en décembre prochain.

Autre point d'accord probable: l'Afghanistan. La Russie est prête à soutenir l'Occident pour une stabilisation du pays, pourvu que les États-Unis respectent les intérêts russes en Asie centrale post-soviétique.

Reprenant une métaphore informatique, Fiodor Loukianov estime que sous Obama, les États-Unis ont changé de « système d'exploitation » pour approcher le reste de la planète. La crise économique a aussi aidé à modifier l'ordre du jour de la Maison-Blanche.

« L'élargissement de l'OTAN à la Géorgie et l'Ukraine et le déploiement du bouclier antimissile ne sont plus des priorités pour Obama », deux dossiers qui ont fortement irrité Moscou durant la présidence Bush, explique M. Loukianov. « Ça permet d'espérer que la relation s'améliorera. »

« Virus » dans l'ombre

Prochaine étape à surveiller: Dmitri Medvedev et Barack Obama se rencontreront pour la première fois le 1er avril à Londres, en marge du sommet du G20 sur la crise économique et financière mondiale.

Mais tout le monde ne se réjouit pas de la main tendue par Washington au régime Poutine. L'ancien champion d'échec Garry Kasparov, devenu l'un des leaders de la faible opposition libérale russe, a dénoncé la semaine dernière dans les pages du *Wall Street Journal* l'ouverture de l'administration Obama.

« Appuyer sur le bouton de redémarrage ne mettra aucune pression sur Poutine pour qu'il agisse de façon responsable sur la scène internationale. Cela ne fera que mettre dans l'ombre, pour un certain temps, le virus dangereux et contagieux de l'autoritarisme en Russie », écrivait-il.

IRAK

Quinze ans de prison pour l'ancien vice-premier ministre de Saddam

D'APRÈS AFP

BAGDAD — L'ancien vice-premier ministre de Saddam Hussein, Tarek Aziz, a été condamné pour la première fois par la justice irakienne, écopant de 15 ans de prison pour « crimes contre l'humanité » dans l'affaire de l'exécution de 42 commerçants irakiens en 1992.

Deux demi-frères de Saddam Hussein, Ouotbane Ibrahim al-Hassan et Sebaaoui Ibrahim, respectivement ministre de l'Intérieur et chef de la police politique lors des faits, ont pour leur part été condamnés à la peine capitale.

15 ans pour « Ali le Chimique »

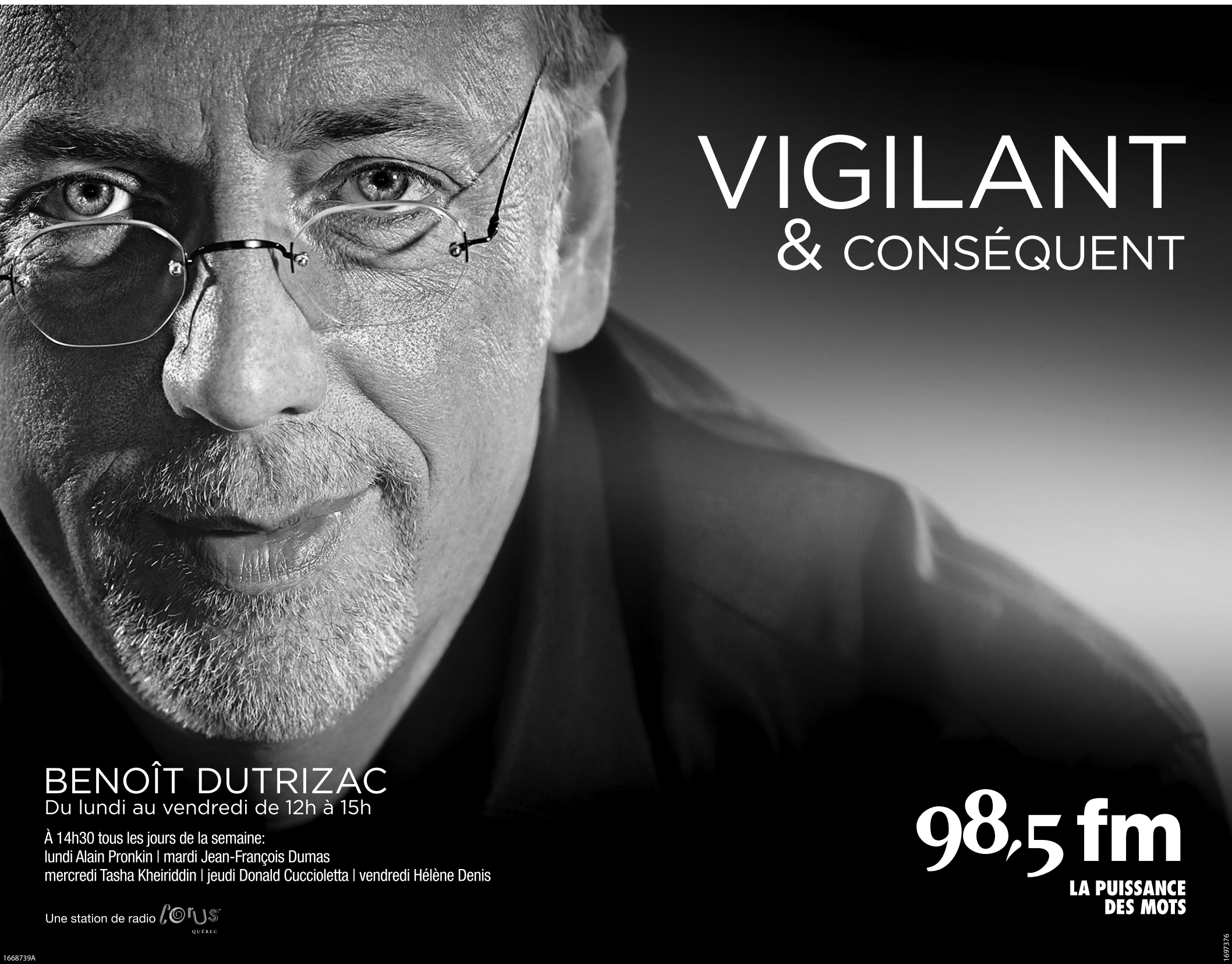
Ali Hassan al-Majid, alias « Ali le Chimique », déjà condamné à mort dans trois autres procès, a également écopé de 15 ans de prison.

En tout, huit responsables de l'ancien régime étaient jugés par la Haute cour pénale d'Irak située dans la « zone verte » – le secteur ultra-protégé du centre de Bagdad, où sont concentrées les administrations irakiennes et les représentations occidentales – et étaient passibles de la peine de mort.

En 1992, 42 commerçants de Bagdad accusés d'avoir spéculé sur les prix de produits alimentaires, alors que l'Irak était soumis à des sanctions de l'ONU, avaient été exécutés.

Le juge Raouf Rachid Abderrahmane a déclaré sept des huit accusés coupables de « meurtres prémédités » et de « crimes contre l'humanité ».

Seul Issam Rachid Houayech, l'ancien gouverneur de la Banque centrale, a été acquitté.



LE TOUR DU GLOBE

ÉTATS-UNIS
Discovery : lancement reporté

Une fuite d'hydrogène dans une valve du réservoir externe de *Discovery* a forcé hier la NASA à reporter le lancement de la navette. Ce problème rend incertain un lancement de *Discovery* en mars. – AFP

VATICAN
Une polémique qui attriste le pape

Benoît XVI s'est expliqué dans une lettre aux évêques sur sa décision de lever l'excommunication des prélats intégristes, dont un négationniste, a annoncé le Vatican hier. Le journal allemand *FAZ* a cependant publié sur son site internet l'intégralité de la lettre où le pape Benoît XVI déplore la polémique interne à l'Église suscitée par cette affaire. « J'ai été attristé par le fait que même des catholiques (...) ont pensé devoir me frapper avec une hostilité prête à l'attaque », a-t-il écrit notamment. Il remercie en revanche ses « amis juifs » qui ont contribué à lever le « malentendu » et à « rétablir une atmosphère d'amitié et de confiance ». Le pape reconnaît cependant que « la portée et les limites » de sa décision n'ont pas « été expliquées de façon suffisamment claire au moment de sa publication » – D'après AFP

NATIONS UNIES
9 milliards en 2050

La population mondiale devrait dépasser les 9 milliards d'individus en 2050, contre 6,8 milliards cette année et 7 milliards début 2012, selon des estimations de l'ONU publiées hier. – AFP

Au moins 10 morts, dont la mère et les grands-parents de l'assassin

Des problèmes d'argent pourraient avoir motivé le tueur de l'Alabama

D'APRÈS AGENCE FRANCE-PRESSE

SAMSON, Alabama — Les enquêteurs de l'Alabama cherchaient hier à élucider les raisons pour lesquelles Michael McLendon, 28 ans, a semé la mort mardi en Alabama, dans une des tueries les plus meurtrières des États-Unis.

Les autorités ont confirmé hier que le jeune homme a abattu au moins 10 personnes, dont sa mère et ses grands-parents, tout au long de son parcours dans trois villes voisines d'Alabama, avant de retourner son arme contre lui dans une usine encerclée par la police.

La police a trouvé à son domicile une liste des personnes auxquelles le jeune homme en voulait, selon le procureur du comté, Gary McAliley, cité par la radio locale WKRG. Il avait quitté son travail une semaine auparavant et pourrait avoir craqué en raison de problèmes d'argent et de la crise économique, selon la même source.

Le massacre a commencé dans la petite ville de Kinston, à la frontière avec la Floride, où le tireur a tué sa mère d'une balle dans la tête, avant de mettre le feu à sa maison.

La mère a été abattue, et le chien a été abattu. Le tireur avait ensuite arrosé les corps d'essence avant de mettre le feu à la maison où il vivait avec sa mère de 52 ans.

« La mère a été abattue, et le chien a été abattu », a déclaré à la presse Chris Murphy, directeur de la sécurité publique d'Alabama. Il a ajouté que le tireur avait ensuite arrosé les corps d'essence avant de mettre le feu à la maison où il vivait avec sa mère de 52 ans.

Muni de deux fusils d'assaut, d'un fusil et d'une arme de poing, Michael McLendon a ensuite roulé jusqu'à la ville voisine de Samson où il a abattu ses grands-parents ainsi qu'une tante et un oncle qui étaient sur la terrasse de leur maison, a indiqué le maire de la ville, Clay King.

Des voisins qui se trouvaient là, la femme de l'adjoint du shérif de Geneva, Josh Myers, et leur bébé de 18 mois, ont été également tués, et leur autre fille a été grièvement blessée.

Quelques minutes plus tard, le policier participait à la course poursuite sans savoir que sa femme et sa fillette avaient été abattues.

« J'ai tellement pleuré hier qu'il ne me reste plus une seule larme », a déclaré M. Myers à la presse.

Michael McLendon, qui avait eu un bref emploi de policier en 2003, a ensuite tué un passant de 24 ans, avant de reprendre la route, tirant sur ceux qui se trouvaient sur son passage.

Il a alors tué une femme de 49 ans dans une station-service, puis un homme au volant d'une voiture.

La police, qui le pourchassait toutes sirènes hurlantes, l'a retrouvé aux abords d'une entreprise de fabrication de pièces détachées pour du matériel de chauffage et de climatisation, au nord de Geneva, « où il a tiré à une trentaine de reprises », selon la sécurité publique. Le chef de la police de Geneva a été légèrement blessé.

Reportage publicitaire

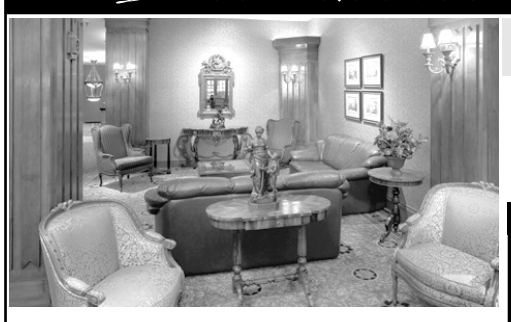
Le Salon des Générations

Un cahier spécial sur cet évènement rassembleur

Le samedi 14 mars dans *La Presse*

1747332

Vieux-Québec en forfait



Forfait Vieux-Québec

• 1 nuit à l'hôtel pour 2 personnes
• Petit déjeuner américain
• Frais de service

Spa du Manoir !

À PARTIR DE 145 $ TAXES EN SUS

POUR 2 PERS., POUR 1 NUIT
Valide jusqu'au 30 avril 2009

TROISIÈME NUIT À 50 %

Applicable sur tarif régulier - chambre seulement
Valide jusqu'au 30 avril 2009

HÔTEL MANOIR VICTORIA ★★★★

44, côte du Palais, Vieux-Québec (Québec) G1R 4H8
www.manoir-victoria.com • 1 800 463.6283

1677271A

1691280

Des réductions d'impôt à votre portée. Demandez-les.

Le gouvernement du Canada a mis en place plusieurs mesures de réduction fiscale pour aider les Canadiens à payer moins d'impôt sur leur revenu. Réduire les impôts fait partie du *Plan d'action économique du Canada*.

Des mesures de réduction d'impôt comme le fractionnement du revenu de pension, qui permet à un couple qui reçoit un revenu de pension admissible d'attribuer jusqu'à la moitié de ce revenu à l'un des époux ou conjoints de fait afin de réduire leurs impôts combinés.

Le crédit d'impôt pour le transport en commun et d'autres mesures conçues pour profiter aux particuliers et aux familles de tous les milieux vous permettent aussi d'obtenir davantage.

Vous les avez méritées. Demandez-les.

Découvrez ce à quoi vous avez droit et comment produire votre déclaration de revenus en ligne à **canada.gc.ca/infoimpot**.

Ou faites le **1-800-959-7383**
(ATS : 1-800-665-0354).

Agence du revenu du Canada | Canada Revenue Agency

Canada

1725321A

FUSILLADE DANS UN COLLÈGE EN ALLEMAGNE

UNE HORREUR

MARC THIBODEAU

BERLIN

L'Allemagne est en état de choc. Hier matin, un adolescent de 17 ans a ouvert le feu dans son ancien collège, tuant au moins 15 personnes avant de périr à l'issue d'une folle cavale dans la région de Stuttgart.

La chancelière Angela Merkel, lors d'une courte intervention transmise en direct à la télévision en milieu d'après-midi, a indiqué qu'il s'agissait d'une « journée de deuil » pour le pays, déjà secoué à plusieurs reprises par des fusillades en milieu scolaire.

La dirigeante allemande, faisant écho aux propos de plusieurs élus locaux et nationaux, s'est dite « horrifiée » par l'action « inconcevable » du tueur, identifié comme étant Tim Kretschner.

Selon la police, le jeune homme a fait irruption dans le collège Albertville, à Winnenden, vers 9h30, et a ouvert le feu dans deux salles de classe sans dire un mot pour expliquer son geste. Il a fauché neuf adolescents d'une quinzaine d'années ainsi que trois enseignants, rechargeant « constamment » son arme, a raconté le chef de police Konrad Gelden.

Plusieurs élèves ont sauté par la fenêtre dans l'espoir d'échapper aux balles de l'agresseur, qui a pris la fuite à pied, tuant une autre personne avant de détourner une voiture.

Les forces de l'ordre, arrivées trop tard pour l'appréhender sur place, ont lancé une vaste chasse à l'homme ayant mobilisé plusieurs centaines d'agents lourdement armés, des hélicoptères et des chiens pisteurs. Cela a permis de retrouver le fuyard au bout de quelques heures à une quarantaine de kilomètres de son point de départ. Il a tué deux autres passants avant de mourir à la suite d'un échange de tirs avec les forces de l'ordre.

Le ministère de l'Intérieur a rapidement assuré que le jeune homme avait été abattu par les policiers, mais une certaine confusion régnait encore à ce sujet en soirée. Un autre responsable policier a indiqué que le meurtrier a plutôt retourné son arme contre lui après avoir été blessé.

Les familles des élèves, alertées par les médias et les appels de leurs enfants, ont rapidement convergé en matinée vers le collège, qui a été évacué pendant que la poursuite se déroulait.

Certains élèves ont tenté, de l'intérieur même de l'établissement, de joindre leurs proches avec leur portable sans trop savoir ce qui arrivait. « Il m'a dit qu'il y avait du sang partout et qu'il avait peur », a relaté à l'Agence France-Presse le frère de l'un des élèves ainsi contacté.

La police a mené dans la journée une perquisition à la résidence de l'attaquant, qui avait dérobé, au dire des autorités, une arme ainsi qu'une cinquantaine de balles dans l'imposante collection de son père, membre d'un club de tir.

Les enquêteurs disaient hier ne disposer d'aucune indication quant aux motifs du jeune homme, décrit par des élèves comme un individu réservé.

« Le tireur voulait détruire toute l'école. Il n'y avait rien de particulier dans ses antécédents qui puisse laisser penser qu'une telle chose était possible », a déclaré le ministre de l'Intérieur du Bade-Wurtemberg, Heribert Rech.

Au dire des autorités, l'assaillant a dérobé une arme ainsi qu'une cinquantaine de balles dans l'imposante collection de son père, membre d'un club de tir.

PHOTO DANIEL ROLAND, ASSOCIATED PRESS

Sous le choc, des élèves du collège Albertville de Winnenden ont déposé des fleurs et des chandelles à la mémoire des victimes du massacre.

Filles et femmes tuées

Quelques publications allemandes ont évoqué la possibilité d'un acte misogyne, relevant la présence de plusieurs filles et femmes parmi les victimes.

L'action de Tim Krestchner rappelait hier à bien des Allemands une autre sinistre fusillade, survenue à Erfurt, dans l'est du pays, en avril 2002. Le meurtrier, un homme de 19 ans, avait tué 16 personnes avant de s'enlever la vie.

Divers médias avaient alors remis en question le « mythe » voulant qu'il soit très difficile de se procurer une arme à feu dans le pays. Ironiquement, l'incident était survenu alors même que les élus planchaient sur une loi visant à renforcer les conditions de possession d'armes.

Quatre ans plus tard, un autre forcené de 18 ans avait ouvert le feu dans une école d'Emsdetten, blessant plus de 30 personnes, dont une quinzaine de policiers arrivés en renfort. Plusieurs jours avant de passer à l'acte, il avait prévenu des gens de l'établissement qu'ils « mourraient tous ».

En 2007, la police a démantelé un projet de fusillade fomenté par deux élèves d'un lycée de Cologne qui souhaitaient souligner, de sordide façon, le premier anniversaire de la fusillade d'Emsdetten.

Ils ont été appréhendés après que les autorités eurent été avisées de la présence, sur une page web personnelle d'un des élèves, de photos rappelant la tuerie survenue en 1999 à l'école secondaire Columbine, dans le Colorado.

L'annonce de 2007 avait mené à un renforcement des mesures de sécurité et de prévention dans les écoles du pays, qui sont généralement dépourvues de tout matériel de détection.

Comme l'avaient fait les précédents incidents, la fusillade de Winnenden promet de relancer de plus belle le débat sur la meilleure manière de contrer une forme de violence extrême que les Allemands associent plus volontairement à la société américaine qu'à la leur.

« Il faut nous demander comment nous pouvons prévenir de tels actes et comprendre ce qui peut amener des gens à les poser », a déclaré hier la ministre des Affaires familiales, Ursula von der Leyen.

CYBERPRESSE.CA

PHOTOS

Voyez plus de photos du drame sur **cyberpresse.ca/fusillade**

BLOGUE

Commentez la tragédie sur le blogue de Marie-Claude Lortie, à **cyberpresse.ca/lortie**

FUSILLADES DANS LES ÉCOLES

LES PRINCIPALES TRAGÉDIES DES DERNIÈRES ANNÉES

SEPTEMBRE 2008
FINLANDE

Un élève cuisinier de 22 ans entre dans son école armé et vêtu de noir. Il tue neuf élèves et un professeur. Il se suicide avant d'être capturé. La police l'avait interrogé une semaine auparavant parce qu'il avait mis en ligne une vidéo le montrant en train de tirer avec une arme à feu.

FÉVRIER 2008
CHICAGO

Un sociologue carcéral de 27 ans tue cinq étudiants à l'université qu'il fréquentait, à l'aide de trois pistolets et d'une carabine cachés dans un étui à guitare. Il se suicide avant d'être capturé.

FÉVRIER 2008
LOUISIANE

Une étudiante en soins infirmiers de 23 ans assassine deux autres étudiantes avant de retourner son arme à feu contre elle.

NOVEMBRE 2007
FINLANDE

Un collégien de 18 ans tue sept camarades et un professeur avec un pistolet, et se suicide avant d'être capturé. Avant le massacre, il avait mis une vidéo sur YouTube où il annonçait ses plans.

AVRIL 2007
VIRGINIE

La pire tuerie aux États-Unis. Un étudiant en génie tue 32 personnes avant de se suicider. Il avait envoyé par la poste, à une station de télévision, une vidéo où il justifiait son acte.

OCTOBRE 2006
PENNSYLVANIE

Un chauffeur de camion qui avait été scolarisé à la maison par sa mère fondamentaliste tue cinq fillettes dans une petite école d'une communauté amish. Il avait ordonné au professeur et aux garçons de sortir de la classe. Il se suicide avant d'être capturé.

SEPTEMBRE 2006
MONTRÉAL

Kimveer Gill tue une élève et en blesse 19 autres au collège Dawson. Il avait mis en ligne dans les semaines précédentes des photos de lui avec des fusils. Il meurt durant une fusillade avec les policiers.

MARS 2005
MINNESOTA

Un élève de 16 ans tue son grand-père et sa femme avant de se rendre à son collège et de tuer cinq élèves, un garde de sécurité et un professeur. Il se suicide avant d'être capturé.

AVRIL 2002
ALLEMAGNE

Un élève expulsé de son école y retourne pour tuer 14 professeurs, deux élèves et un policier. Il se suicide avant d'être capturé.

AVRIL 1999
COLORADO

Habillés en noir, deux adolescents obsédés par la haine des sportifs populaires de leur école, Columbine, y planifient méticuleusement un massacre. Ils tuent 12 élèves et un professeur avec de puissantes armes à feu et des bombes artisanales. Ils se suicident avant d'être capturés.

MARS 1996
ÉCOSSE

Un quadragénaire qui avait récemment été expulsé des scouts tue 16 enfants de 5 et 6 ans, ainsi que leur professeur, dans une école primaire. Il se suicide avant d'être capturé.

Source : BBC

La loi allemande sur les armes à feu est l'une des plus sévères du monde

JUDITH LACHAPELLE
ET MATHIEU PERREAULT

L'Allemagne a l'une des lois sur les armes à feu les plus sévères du monde, plus encore que la loi canadienne. Et même si ces lois n'ont pu empêcher des tueries de se produire, les pressions pour un resserrement des lois sur le contrôle des armes à feu se font plus fortes en Europe.

En Allemagne, il faut avoir plus de 18 ans pour acheter une arme de poing, et 21 ans pour les armes plus puissantes. Une enquête de la police est nécessaire pour obtenir un permis de port d'arme. De plus, les moins de 25 ans doivent obtenir une attestation médicale qui confirme que le futur détenteur est sain d'esprit.

En comparaison, au Canada, le permis de port d'arme, qu'il s'agisse d'armes à utilisation restreinte ou non, est délivré aux personnes de 18 ans et plus qui font une demande officielle. Les demandeurs doivent détenir un certificat de formation en sécurité, et leur demande est soumise à une enquête. Leurs armes à feu doivent être enregistrées.

Après les fusillades survenues en 2006 dans des écoles allemandes, une nouvelle loi a interdit plusieurs types d'armes à feu et a augmenté la latitude des policiers pour refuser un permis d'achat : quiconque est jugé agressif ou menteur peut se le voir refuser. Mais un solide lobby de chasseurs dans le sud-ouest rural du pays, en Bavière, a empêché de limiter encore davantage l'accès aux armes à feu.

Un argument pour les chasseurs?

La tuerie d'hier pourrait amener de l'eau au moulin des groupes de chasseurs, qui affirment que ce genre d'événement ne peut être conjuré par des lois sévères. Mais en Europe, les partisans des armes à feu parviennent rarement à profiter des massacres. En Finlande, la loi a été encore renforcée après des massacres en 2007 et 2008 – il faut maintenant avoir 20 ans pour acheter une arme.

Les lois sur le contrôle des armes à feu n'immunisent pas contre les tueries, mais elles ont un effet sur la mortalité isolée. En janvier dernier, l'Association canadienne des médecins d'urgence a rappelé que le nombre de décès liés à une arme à feu avait diminué de 400 depuis l'adoption de la loi, il y a 16 ans. Environ 76 % des décès liés aux armes à feu sont des suicides.

Le *New York Times* a ressorti hier une vaste analyse publiée en 2000, qui regroupait 100 tueries survenues entre 1949 et 1999, et ayant fait un total de 425 morts. Selon l'analyse, l'accès aux armes puissantes aurait une incidence plus grande sur le nombre de tueries que la disponibilité des armes à feu. Les films et jeux vidéo violents étaient rarement impliqués (6 % des cas), mais les troubles mentaux étaient souvent au rendez-vous. Et dans six cas sur dix, le tueur avait proféré des menaces violentes peu avant de passer à l'acte.

Avec AFP et *The Guardian*

Ne laissez pas ces tarifs s'envoler sans vous.

Allers simples au départ de Montréal offerts à partir de :

Calgary
119$

Vancouver
119$

Réservez d'ici au 12 mars 2009.
Voyagez un mardi ou un mercredi d'ici au 30 avril 2009*.

Réservez maintenant sur **westjet.com**, composez le **1 877 956 6982** ou communiquez avec votre agent de voyages.

WESTJET

PARCE QUE LE PROPRIO Y TIENT

1745981A

*Les tarifs s'appliquent aux réservations effectuées au plus tard le 12 mars 2009 (23h59, heure des Rocheuses), pour les vols effectués un mardi ou un mercredi d'ici au 30 avril 2009. Pour les voyages au Canada, l'offre ne s'applique pas aux vols effectués entre le 9 et le 14 avril 2009. Les taxes additionnelles, les frais et les suppléments sont en sus, s'il y a lieu. Les tarifs annoncés incluent déjà le rabais. Le rabais s'applique aux tarifs réguliers de WestJet les plus bas. Sièges en nombre limité et pouvant ne pas être disponibles sur tous les vols. Nouvelles réservations seulement. Les billets doivent être achetés à l'avance. Non remboursable. Offre pouvant être combinée avec d'autres tarifs. Il est possible que certains vols ne soient pas offerts chaque jour de la semaine. Tarifs pour allers simples. Visitez westjet.com pour plus de détails.

FUSILLADE DANS UN COLLÈGE EN ALLEMAGNE

« INCONCEVABLE »

PHOTO LENNART PREISS, AGENCE FRANCE-PRESSE

Un policier enquête dans une salle d'exposition d'automobiles de Wendlingen où le tireur a achevé sa folle cavale après avoir tué au moins 15 personnes. Une certaine confusion régnait en soirée sur la façon dont le tireur est mort. Le ministère de l'Intérieur a assuré que le jeune homme avait été abattu par les policiers, mais un responsable de la police a indiqué que le meurtrier a plutôt retourné son arme contre lui après avoir été blessé.

En temps réel sur l'internet

« ACHTUNG : In der Realschule Winnenden gab es heute einen Amoklauf, Täter angeblich flüchtig – besser nicht in die Stadt kommen!!!! »

Hier matin, peu après le début de la fusillade en Allemagne, la jeune internaute au pseudonyme Tontaube (pigeon d'argile, en allemand) était au travail. Vers 10 h 30, ses contacts ont reçu ce message : « Attention : dans le collège de Winnenden il y a un tireur fou, le présumé coupable est en fuite – il vaut mieux ne pas venir dans la ville ! »

Natali Haug, alias Tontaube, est passée hier à la petite histoire du web allemand comme étant la première à avoir envoyé un message à propos de la fusillade de Winnenden sur Twitter.

Twitter ? Le site d'échange de nouvelles instantanées est maintenant le rendez-vous branché pour tout savoir en temps réel. Habituellement, les abonnés s'en servent pour échanger avec leurs contacts des informations sur ce qu'ils sont en train de faire, du genre : « Je quitte le bureau » ou « Entendu dire que le Canadien a renvoyé Carbo ». L'activité, de plus en plus populaire, est qualifiée de « micro-blogging ».

Mais Twitter est bien plus qu'un échange de potins entre copains. « Il y a beaucoup d'informel, mais aussi beaucoup de scoops », dit la blogueuse Michelle Blanc. Le principe est simple : l'abonné est témoin d'une nouvelle, il transmet quelques mots ou une photo immédiatement à tous ses contacts, souvent avec son téléphone cellulaire. Les nouvelles publiées sur Twitter sont également disponibles pour tous les abonnés du site.

Twitter a maintenant supplanté les médias traditionnels dans l'échange instantané d'information. Lors de l'écrasement d'un avion dans le fleuve Hudson, le mois dernier, un abonné de Twitter a été le premier à révéler la tragédie, avec photo, bien avant que les médias s'en mêlent. Son message disait : « Il y a un avion dans l'Hudson. Je suis sur le traversier qui va chercher les gens. C'est fou. »

– Judith Lachapelle

FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration LA PRESSE
Guy Crevier > Président et éditeur
Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier > Directeur de l'information **André Pratte** > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

UN BUDGET POUR L'AVENIR

Les vaches sacrées

Voici le deuxième de trois éditoriaux sur l'approche que devrait adopter le gouvernement Charest dans son budget du 19 mars.

jbeaupre@lapresse.ca
JEAN-PASCAL BEAUPRÉ

Une dette colossale, une chute rapide du bassin de travailleurs qui versent des impôts, des coûts astronomiques en soins de santé. Le Québec se dirige tout droit vers un cul-de-sac budgétaire, amplifié par la récession. Au bout, il y a un mur, qui fragilisera notre niveau de vie pendant plusieurs années. Nous sommes sur le point de le percuter.

Fini le pelletage en avant. La situation est si périlleuse qu'il faudrait bien se résigner, dès maintenant, à remettre en question nos vaches sacrées.

Les garderies à 7$. Le gouvernement Charest a promis de ne pas y toucher. Ça ne signifie pas que ce soit une sage décision. Indispensable pour encourager la natalité, le programme des places subventionnées en garderie est devenu insoutenable. C'est irréaliste d'exiger seulement 7$ par jour, alors qu'il en coûte environ 35$ par enfant. La syndicalisation des travailleuses en milieu familial ajoutera des centaines de millions à un programme qui exige déjà des dépenses de 1,7 milliard. Ne devrait-on pas augmenter, indexer et moduler la contribution parentale en fonction des revenus des ménages?

Les tarifs d'électricité. Les Québécois paient leur électricité passablement moins cher que dans le reste du continent nord-américain. Malheureusement, cela encourage le gaspillage d'énergie. En augmentant graduellement les prix, tout en demeurant en deçà des tarifs imposés ailleurs, nous serions davantage sensibilisés à l'économiser. Et ainsi, des surplus seraient dégagés pour l'exportation: ces revenus, récoltés à un prix supérieur à ce que les Québécois défraient, reviendraient dans leurs poches par le biais des dividendes versés par Hydro-Québec au gouvernement.

Les prestations de rentes. Les baby-boomers, les plus âgés particulièrement, ont été choyés: emplois nombreux et bien rémunérés, sécurité mur à mur, fonds de retraite généreux, accès gratuit aux soins de santé. Mais leurs gouvernements ont négligé de les faire contribuer suffisamment au paiement de la dette. Vieillissants, ils nécessiteront plus de dépenses en santé que le reste de la population. Par souci d'équité, les retraités les plus aisés pourraient-ils retourner l'ascenseur aux générations plus jeunes? Par exemple, en acceptant des prestations de rentes plus faibles lorsque leurs revenus excèdent 50 000$? Et ainsi, réduire le fardeau annuel de 9,2 milliards?

Le soutien à l'agriculture. Les subventions aux producteurs agricoles se chiffrent à plus de 800 millions par année aux deux paliers de gouvernement. De plus, même si ça ne coûte pas un sou à l'État, sa gestion de l'offre dans l'industrie du lait, des œufs et de la volaille augmente la facture d'épicerie de 300$ par année en moyenne pour chaque famille québécoise, selon une étude de l'Institut économique de Montréal. Malgré ce support gouvernemental, nos agriculteurs peinent à joindre les deux bouts. Ne devrait-on pas plutôt favoriser la libre concurrence, qui encourage l'innovation?

////////////////////////

Le sacrifice de ces vaches sacrées provoquerait des débats orageux. Les Québécois tiennent ces avantages pour acquis. Le gouvernement Charest serait confronté à de puissants lobbys et devrait convaincre la population de l'urgence d'une telle remise en question. En aura-t-il le courage? Et les Québécois, eux?

LES TROIS ÉDITORIAUX

Hier > Gare à la dette
Aujourd'hui > Les vaches sacrées
Demain > Préparer l'après-crise

Dédé et Belzébuth

mroy@lapresse.ca
MARIO ROY

Sébastien Ricard dit (à Marc-André Lussier, dans *La Presse*): «Le phénomène des Colocs, comme bien d'autres choses à cette époque, m'a complètement échappé.» Ricard fait partie du groupe Loco Locass. Mais, dorénavant, il sera surtout connu pour ce qu'il a accompli devant la caméra du réalisateur Jean-Philippe Duval: ressusciter **Dédé Fortin**; faire redécouvrir les Colocs; ouvrir la fenêtre sur une époque aigre-douce, mal connue, de la petite histoire à la fois culturelle et sociale du Québec.

Les Colocs avaient en effet une profondeur, tant dans leurs racines que dans leur façon de se projeter dans l'avenir, qui avait échappé à plusieurs, pas seulement à Ricard...

Le film de Duval, *Dédé à travers les brumes*, sera projeté sur 70 écrans au Québec à compter de demain.

////////////////////////

C'est un «gros» film, dans tous les sens du mot.

Il s'étire sur 140 minutes. Il participe d'un genre hybride se situant entre la biographie et la fiction, acrobatie qui n'est pas sans péril. Il est le résultat d'un travail d'artisan au sens noble du terme, épris de son sujet, respectueux du matériau brut qu'il façonne, attentif aux détails, cherchant avec modestie à atteindre une forme de beauté.

On dira – en fait, on a déjà dit que *Dédé à travers les brumes* n'offre qu'une dimension du personnage complexe que fut Dédé Fortin, néglige des influences et des amis, abuse de raccourcis et vise le «spectaculaire», notamment dans son évocation de la fin tragique du chanteur et parolier (il s'est suicidé en mai 2000).

En un sens, c'est vrai: Jean-Philippe Duval a bel et bien... fait un film.

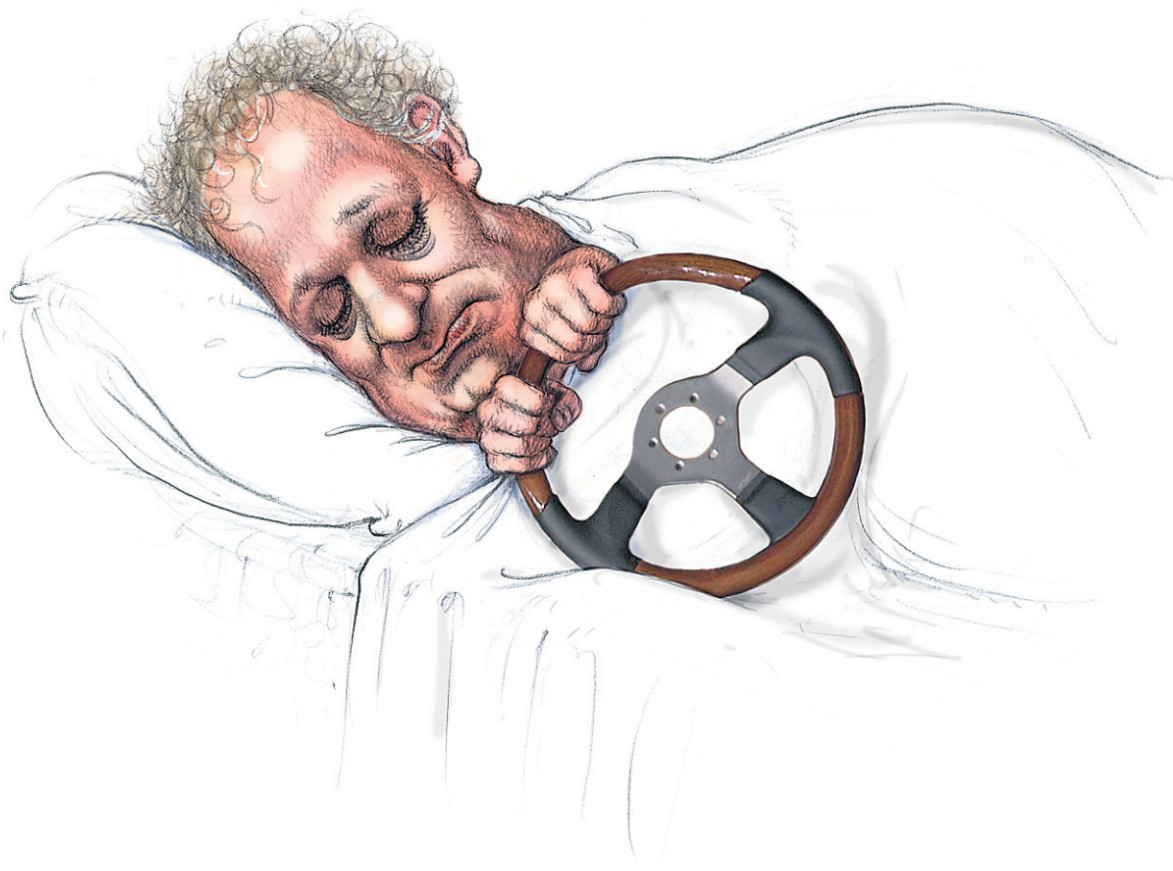
Chaque support de communication et/ou de culture a ses contingences et ses limites. Ainsi, en 90 ou même 140 minutes, le cinéma est impuissant à rendre compte de la richesse d'une vie. Pour cela, il faut la littérature: des centaines ou des milliers de pages de texte – et souvent, même là, ça ne suffit pas.

Le cas de Dédé et des Colocs présentait une autre difficulté. Leur histoire est toute récente, mais elle a déjà accédé au statut d'épopée mythique. Cela arrive aux artistes populaires dont le génie créatif est hors du commun et qui, en général sans l'avoir cherché, en viennent à incarner l'âme d'une génération (voir à ce sujet Le blogue de l'édito sur Cyberpresse). Ce fut probablement très lourd à porter pour Dédé Fortin dont la disparition, après celle de l'harmoniciste Patrick Esposito Di Napoli mort du sida en 1994, a donné au mythe sa couleur tragique.

Bref, traduire en images la courte mais intense saga des Colocs présentait un considérable défi. Duval, Ricard et les autres l'ont relevé avec l'intelligence et la grâce de Belzébuth, ce noble chat qui hante le film.

Un chat «... jaloux très secrètement/D'la profondeur des malheureux».

Ressusciter les Colocs au cinéma était risqué. Mais c'était nécessaire. Et c'est réussi.



serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

OPINION

Transparence et démocratie

Il faut corriger le déséquilibre manifeste entre le pouvoir des syndicats et celui de leurs membres

NORMA KOZHAYA

L'auteure est directrice de la recherche et économiste en chef du Conseil du patronat du Québec.

PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE

Le Code du travail protège les travailleurs contre l'intimidation, le harcèlement et les représailles de la part de leur employeur. Qu'en est-il des travailleurs qui cherchent à se protéger contre les abus d'un syndicat?

Les révélations récentes sur l'ancien directeur général de la FTQ-Construction, Jocelyn Dupuis, ont de quoi inquiéter et méritent qu'on les place dans un contexte plus large que le cas particulier révélé au grand jour.

Il ne s'agit pas de «jeter le bébé avec l'eau du bain», comme l'ont clamé en chœur les leaders syndicaux, mais de saisir l'occasion pour faire le point sur le déséquilibre manifeste qui existe entre le pouvoir des organisations syndicales et celui de leurs membres.

Le cas des dépenses extravagantes et injustifiées de M. Dupuis soulève plusieurs questions. Comment se fait-il que les syndiqués concernés aient dû attendre le travail des médias pour prendre connaissance des chiffres? Le syndicat n'était-il pas astreint à un processus de reddition de compte qui aurait permis aux travailleurs de connaître l'usage qui est fait de leurs cotisations? Qu'en est-il dans les autres syndicats?

Au Québec, les syndicats sont obligés de divulguer chaque année leurs états financiers à leurs membres. Mais ils ont l'entière latitude quant aux détails qui sont communiqués. Par exemple, il n'existe aucune exigence de ventilation des dépenses entre celles qui servent à la représentation des syndiqués et celles qui visent à financer des campagnes plus politiques.

À la FTQ, les états financiers ne contiennent aucune mention des salaires des dirigeants; seule la masse salariale globale est rendue publique. Certains porte-parole syndicaux affirment d'ailleurs que les syndicats peuvent se comporter comme une entreprise privée et ne pas publier le salaire des dirigeants.

Le hic, c'est que les syndicats jouissent de privilèges sans équivalent dans l'entreprise privée! En vertu de la formule Rand, les employés d'un établissement syndiqué sont tous obligés de payer des cotisations syndicales. À l'échelle du Québec, la somme de ces cotisations s'élève à des centaines de millions de dollars. De plus, les syndicats sont en situation de monopole dans un secteur comme la construction où l'appartenance à un syndicat est obligatoire.

Le cas des dépenses extravagantes et injustifiées de l'ancien directeur général de la FTQ-Construction, Jocelyn Dupuis, soulève plusieurs questions.

On pourrait s'attendre à ce que ces privilèges soient assortis d'obligations spécifiques de transparence financière envers les membres, ce qui n'est pas le cas. Il est peut-être temps de songer à modifier la loi à cet égard.

D'autres mesures redonneraient également plus de pouvoir aux travailleurs.

Le Code du travail protège les travailleurs contre l'intimidation, le harcèlement et les représailles de la part de leur employeur en raison de leurs activités syndicales. La législation n'offre toutefois aucun soutien à un travailleur qui cherche à se protéger contre les abus d'un syndicat. Les dirigeants syndicaux ont à leur disposition une structure organisationnelle et des moyens financiers considérables. En face d'eux, un employé est isolé et n'a pratiquement aucun recours s'il se sent lésé par son syndicat.

Les travailleurs gagneraient enfin à ce que le mode d'accréditation syndicale soit revu. De nombreux travailleurs se retrouvent syndiqués sans le savoir et sans avoir été consultés. En effet, l'accréditation syndicale peut se faire sans vote secret si le syndicat recueille la signature de plus de 50% des employés. Et de l'aveu de plusieurs travailleurs, les campagnes d'accréditation ne sont pas dépourvues de pressions psychologiques, d'actes d'intimidation ou de harcèlement et de petits mensonges. Le scrutin secret devrait aller de soi en démocratie, y compris chez les syndicats!

Ce bouquet de mesures contribuerait à rétablir la crédibilité passablement amochée des syndicats, à corriger le déséquilibre entre les syndicats et les travailleurs, et à assainir les relations entre syndicats et employeurs.

Espérons que le gouvernement profitera de son troisième mandat pour aller dans cette direction.

PARTICIPEZ AU BLOGUE DE L'ÉDITO – www.cyberpresse.ca/edito

ANDRÉ PRATTE
Fusillades: vous y comprenez quelque chose? >>>

MARIO ROY
Dédé et Belzébuth (suite)

FORUM

Le feu sous la plage (2)

LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Si le but réel des leaders de la violente grève qui a paralysé la Guadeloupe pendant sept semaines était de faire avancer la cause indépendantiste, il leur reste du chemin à faire. Un sondage du *Figaro*, réalisé au beau milieu de l'affrontement, montre que si 51 % des Français de la métropole, excédés, en sont venus à favoriser à 51 % l'indépendance de la petite île qu'ils sont lassés d'entretenir, les Guadeloupéens, par contre, refusent la sécession dans une proportion de 80 %.

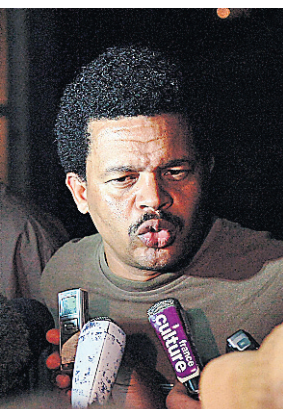
Si c'est la baisse du pouvoir d'achat qui est à l'origine des grèves, il y a, à la racine de la colère, un sentiment identitaire.

Cela n'a rien de neuf. Les tentatives indépendantistes, aux Antilles, se sont toujours heurtées au refus d'une forte majorité. Quant à la Martinique, le militantisme politique y a toujours été moins développé. Serait-ce dû au fait que la ségrégation raciale y a été moins radicale et que des conditions particulières auraient donné naissance à une bourgeoisie noire plus nombreuse ? À l'œil, en tout cas, les Martiniquais forment un peuple plus métissé et plus ouvert à l'étranger que les Guadeloupéens. Il n'empêche qu'à Fort-de-France, vendredi dernier, une violente manifestation a accueilli le convoi de chefs d'entreprise venus plaider pour la réouverture des zones industrielles bloquées depuis un mois. La rumeur que des « békés » étaient au premier rang du cortège a mis le feu aux poudres.

Ce n'est pas sans raison que les « békés » – les descendants des colons blancs jadis propriétaires d'esclaves – sont le bouc émissaire des grévistes. Alors qu'ils ne forment qu'un pour cent de la population, ce petit groupe compact de vieilles familles blanches, bien branchées sur l'appareil politique, contrôle 40 % du secteur privé, dont l'agro-alimentaire, le reste étant aux mains d'investisseurs de la métropole. C'est aux « békés » que l'on s'en prend si le prix d'une bouteille de jus de mangue ou même les bananes – parmi les rares produits locaux – sont plus chères qu'en métropole.

Grosso modo, les Antillais ne consomment que des produits importés. La plaquette de beurre coûte 93 % de plus qu'en métropole, le paquet de biscottes, 113 %... et rien n'a été fait pour les libérer de leur dépendance économique. Ainsi, rappelait récemment Michel Rocard, Paris privilégie le sucre de betterave plutôt que le sucre de canne, pour encourager les agriculteurs du nord de la France. Et l'exportation massive de produits de consommation dans les îles a fait l'affaire de bien des entreprises françaises...

Mais c'est un peu l'œuf et la poule. Car la dépendance est aussi le résultat des privilèges dont bénéficie la fonction publique autochtone : les Antillais ont droit à la « prime d'éloignement » – une majoration de salaire de 40 % ! –, à l'origine conçue pour inciter les professionnels métropolitains à s'installer dans les îles. Tout comme les Métropolitains délocalisés, les Antillais travaillant en France bénéficient, outre les congés réguliers, de 65 jours de vacances supplémentaires pour leur permettre de retourner au « pays » !



ARCHIVES REUTERS
Elie Domota

Résultat, tout le monde veut être fonctionnaire, et c'est effectivement le statut de la majorité de la population active.

Si c'est la baisse du pouvoir d'achat qui a causé les grèves qui bouleversent les départements d'outre-mer français, il y a, à la racine de la colère, un sentiment identitaire. Un sentiment qui, faute de s'exprimer par la revendication indépendantiste, peut facilement être détourné vers une sorte de racisme anti-blanc stérile et destructeur... un sentiment qu'Elie Domota, le chef charismatique des grévistes guadeloupéens, ne se prive pas d'attiser, lui qui prédit qu'un jour, « la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane auront leur propre drapeau ». À défaut de faire l'indépendance pour changer le système, croit-il, l'indépendance viendra de l'effondrement du système...

LE DROIT À L'ERREUR

Jean-François Harrisson a besoin d'aide, non d'être rejeté

MICHEL MONGEAU

L'auteur est comédien.

Jean-François Harrisson, beau jeune comédien montréalais, aurait fait une bêtise. Une grosse bêtise. Il sera selon toute vraisemblance formellement accusé d'avoir eu en sa possession, en vue d'en faire la distribution, du matériel pornographique impliquant des enfants.

Si c'est avéré, c'est horrible et c'est poche pour un homme dont le talent n'a jamais semblé faire de doute, si on se fie à la multiplicité de chaînes télé qui l'employaient jusqu'à maintenant, et d'au moins un organisme communautaire pour jeunes qui l'avait associé à son image. Sans parler de sa mise en nomination récente pour un prochain gala d'artistes.

La suite est prévisible : tout ce beau monde l'a systématiquement lâché au prétexte qu'on ne souhaite évidemment pas être associé publiquement avec... comprenez... s'il fallait que le public croit que... notre mandat... que voulez-vous !

Et c'est ici que quelque chose ne va pas, ne va plus, quelque chose s'est brisé chez nous dans la grande paroisse du Québec et qu'on persiste à ne pas vouloir réparer. Quelque chose qui ressemblerait à de la résilience collective, une manière d'esprit d'équipe qui nous ferait nous serrer les coudes pour venir en aide à un des nôtres momentanément sans connaissance sur la patinoire.

Oui, c'est bien possible que Jean-François ait gaffé et, oui, ça risque d'être long et dur comme exorcisme. Même que, tout seul, ça peut et ça va être terriblement confrontant pour lui, voire décourageant, avec ces regards bien souvent fuyants des autres désormais, ou alors très soutenus, mais qui en disent long sur tout ce qu'il pourra dorénavant poser comme geste en public, avec ou sans jeunes enfants autour.

PHOTO FOURNIE PAR RADIO-CANADA
Jean-François Harrisson dans une scène du téléroman *Grosse vie*, présenté à Radio-Canada.

Oui, c'est possible que Jean-François ait gaffé et, oui, ça risque d'être long et dur comme exorcisme. Et terriblement décourageant.

Et qui décidera du temps que durera la mise au ban après le temps passé au pen ? La direction des médias qui le mettent actuellement K.-O. ? Ça serait un moindre mal si une partie de cette télé qui l'a déjà condamné en le désavouant plus ou moins subtilement n'en faisait pas par ailleurs la une de ses feuilles de chou. On ne fait pas plus hypocrite.

Je ne connais pas Jean-François Harrisson, mais je sais que notre aide lui est nécessaire et que la dernière chose dont il a besoin en ce moment, c'est d'être rejeté. Rien de tel pour le faire se braquer et nier l'évidence sur les conseils de son avocat.

Si comme corps social évolué qui assume les individus qu'il met au monde, nous arrivions collectivement à l'aider à admettre, sans le juger, le mal relatif qu'il a pu commettre, à s'amender et à guérir de ce qui le tiraille par en dedans et pour lequel il aura besoin de soins, de compassion et d'amour soutenus, alors c'est lui qui nous aura aidés à cheminer vers notre propre guérison.

Qui brisera le tabou ? Laquelle de toutes ces « propres sur leur personne » élites médiatiques qui ont le véritable pouvoir ici, osera s'avancer maintenant au micro pour affirmer devant un parterre tout à fait en âge de comprendre que nous ne pouvons pas être d'accord avec la bêtise d'un homme, mais que chacun a droit a l'erreur et que notre erreur dans ce cas-ci serait de le condamner, en plus, à l'errance.

Chiche !

Sortir du dogme PPP

Les architectes n'en voient pas les avantages

ANDRÉ BOURASSA

L'auteur est président de l'Ordre des architectes du Québec.

« Briller parmi les meilleurs. » C'est au nom de la politique ainsi intitulée que le gouvernement du Québec a décidé de privilégier, en 2004, les partenariats public-privé (PPP) comme mode de construction de ses infrastructures. Plus de quatre ans après, même si l'ampleur espérée par ses partisans n'est pas au rendez-vous, la machine est lancée et personne ne peut plus l'arrêter, semble-t-il. Rendez-vous dans 35 ans pour le bilan !

Rien ne nous empêche, en attendant, d'étudier les indices dont nous disposons pour évaluer les premières mises en œuvre. En matière d'architecture, en quoi les PPP nous permettront-ils, en tant que société, de nous placer parmi les meilleurs ? Disons-le tout de suite, les professionnels – même ceux qui ne voient pas d'inconvénient à essayer la méthode – n'en perçoivent pas les avantages.

Si les PPP peuvent paraître appropriés pour des projets dans lesquels le geste architectural est minime, comme les autoroutes, ils ne sont pas forcément une bonne idée quand il faut construire des bâtiments. Les exigences de qualité architecturale semblent en effet avoir été oubliées dans la formule. Certes, bâtir n'est pas une question de procédure ; ce n'est pas une raison pour escamoter certaines étapes en fonction du respect des échéanciers et des coûts. On a pourtant l'impression que c'est ce qui se passe. Même si – et c'est l'ironie de la chose – les délais s'allongent et les budgets augmentent aussi dans les projets en PPP. Particulièrement en période de crise.

À ce stade, il s'agit donc de limiter les dégâts, soit de gérer le risque et de faire en sorte que les pratiques soient adaptées. Comment ? D'abord, en revenant à des projets de moindre taille pour se donner le temps d'apprendre. Ensuite, en permettant aux professionnels, architectes et ingénieurs, de travailler dans les meilleures conditions, que ce soit en termes de rémunération ou de dialogue avec le donneur d'ouvrage. Les professionnels sont les garants d'une conception satisfaisante et d'un contrôle adéquat permettant la qualité au bout du processus. Les firmes québécoises d'architecture – grandes et petites – doivent pouvoir participer à ces chantiers. Tous ces aspects sont reliés. Il faut surtout sortir du dogme.

Si le gouvernement a sans doute été de bonne foi dans sa démarche, je déplore qu'il ne se soit inspiré que des promoteurs des partenariats public-privé : il ne semble en effet alimenté dans sa réflexion que par des juristes et des comptables. Il aurait pu aussi s'inspirer du travail des intervenants britanniques du milieu de la construction pour améliorer le processus et préconiser des exigences architecturales. La création de l'Agence des PPP confirme l'orientation monothéiste de cette politique, puisque la structure se voue sans réserve à cette cause.

Le Québec a mis tous ses œufs dans le même panier en ne créant aucun contrepoids ou organisme indépendant. Que fait-on des principes de transparence et de contrôle pourtant mis de l'avant par ailleurs, par exemple par le commissaire au lobbyisme ? N'est-on pas en droit d'attendre des décideurs une profession de foi claire en faveur d'une architecture de qualité, comme celles de Tony Blair et, plus récemment, de Nicolas Sarkozy ? Notre premier ministre prône la création d'un nouvel espace économique.

Si les PPP peuvent paraître appropriés pour des projets dans lesquels le geste architectural est minime, comme les autoroutes, ils ne sont pas forcément une bonne idée quand il faut construire des bâtiments.

À quoi cela sert-il s'il s'agit uniquement de rendre accessibles nos marchés aux multinationales étrangères, cautionnant ainsi l'évasion, pendant de nombreuses années, des profits générés par l'exploitation de ces contrats ? Dans l'état actuel des choses, si on avait voulu cibler des groupes hors Québec, on ne s'y serait pas pris autrement.

L'Ordre des architectes du Québec est prêt à s'investir auprès des pouvoirs publics pour articuler une position éclairée sur l'architecture de qualité. Celle-ci représente en effet une plus-value et un élément de compétitivité aujourd'hui incontournable pour notre société.

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**
VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION ? **forum@lapresse.ca**

RÉDACTION (514) 285-7070 **commentaires@lapresse.ca** | **ABONNEMENT** (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 **cyberpresse.ca/abonnement** | **PETITES ANNONCES** (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 **petitesannonces@lapresse.ca** | **DÉCÈS** (514) 285-6816 **deces@lapresse.ca** | **CARRIÈRES** (514) 285-7320 **carrieres@lapresse.ca** | **PUBLICITÉ** (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

Une offre parfaite pour faire la passe.

TÉLÉPHONES 3G EN VENTE

Mettez la main sur un téléphone 3G à un prix avantageux et profitez de l'ensemble LNH illimité[MC], une exclusivité de Bell. Faites vite, l'offre se termine le 31 mars.
Visitez un magasin Bell • 1 888 4-MOBILE (662453) • bell.ca

EN PRIME: Obtenez un rabais de 50 $ sur les accessoires à l'achat d'un téléphone[1].

HTC Touch Diamond[MC] 3G

49,95 $

avec un forfait voix et données de 35 $ et un contrat de 3 ans[2] (499,95 $ sans contrat)

LG Reveal[MC] 3G

49,95 $

avec un contrat de 3 ans[3] (329,95 $ sans contrat)

Nouveau ! Le Pearl Flip le plus rapide au Canada[4]

Téléphone intelligent 3G BlackBerry[MD] Pearl[MC] Flip 8230

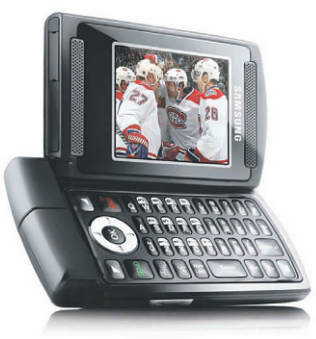
29,95 $

avec un forfait voix et données de 35 $ et un contrat de 3 ans[2] (499,95 $ sans contrat)

Samsung Instinct[MC] 3G

29,95 $

avec un contrat de 3 ans[3] (399,95 $ sans contrat)



Double-flip[MC] Samsung u740 3G

29,95 $

avec un contrat de 3 ans[3] (329,95 $ sans contrat)

Samsung m530 3G

19,95 $

avec un contrat de 3 ans[3] (279,95 $ sans contrat)

Téléphone intelligent 3G BlackBerry[MD] Pearl[MC] 8130

0 $

avec un forfait voix et données de 35 $ et un contrat de 3 ans[2] (449,95 $ sans contrat)

Sanyo Katana[MD] Eclipse 3G

0 $

avec un contrat de 3 ans[3] (269,95 $ sans contrat)

la vie est Bell

1742021

1742019A

Offert dans les magasins Bell suivants :

ANJOU
Les Galeries d'Anjou
BELOEIL
Mail Montenach
BLAINVILLE
Les Galeries de Blainville
BOISBRIAND
Faubourg Boisbriand
BOUCHERVILLE
1052, rue Lionel-Daunais
BROSSARD
Mail Champlain
Quartier DIX30
CHAMBLY
909, boul. Perigny
Centre Jacques-Cartier
CHÂTEAUGUAY
Centre Régional Châteauguay
COATICOOK
Place J.R. Lefebvre
COWANSVILLE
Domaine du Parc
DELSON
5, Route 132
DOLLARD-DES-ORMEAUX
3352, boul. des Sources
3699, boul. St-Jean
DORION-VAUDREUIL
84, boul. Harwood
DORVAL
Les Jardins Dorval
DRUMMONDVILLE
2265, boul. St-Joseph
Promenades Drummondville
GATINEAU
1065, boul. de la Carrière
Promenades de l'Outaouais
GRANBY
Galeries de Granby
HULL
Galeries de Hull
JOLIETTE
2, Place Bourget Sud
Les Galeries Joliette
LACHINE
2409, 46e Avenue
Galeries Lachine
LAFONTAINE
2121, boul. Labelle
LASALLE
7567, boul. Newman
Carrefour Angrignon
Place LaSalle
LAVAL
1655, boul. St-Martin Ouest
5530, boul. des Laurentides
Carrefour Laval
Carrefour Laval – kiosque
Centre Duvernay – kiosque
Centre Laval
Mégacentre Ste-Dorothée
Mégacentre Vimont Laval
LONGUEUIL
666, Place Trans-Canada
2771, boul. Jacques-Cartier Est
Place Longueuil
MAGOG
Galeries Orford
MONTRÉAL
892, rue Ste-Catherine Ouest
4399, rue St-Denis
6855, rue St-Jacques Ouest
8900, rue Lajeunesse
9280, boul. de l'Acadie
Boul. Décarie (angle Jean-Talon)
Carrefour Industrielle Alliance
Cavendish Mall
Centre du Domaine
Centre Eaton – kiosque
Centre Rockland
Faubourg Ste-Catherine
Place Alexis-Nihon
Place Dupuis
Place Versailles
Plaza Côte-des-Neiges
Promenades Cathédrale – kiosque
Tour Jean-Talon (rez-de-chaussée)
MONTRÉAL-NORD
Place Bourassa
MONT-TREMBLANT
517, rue de St-Jovite
PINCOURT
Faubourg de l'Île – kiosque
POINTE-AUX-TREMBLES
12530, rue Sherbrooke Est
POINTE-CLAIRE
Centre Fairview
REPENTIGNY
309, rue Notre-Dame
Les Galeries Rive-Nord
ROSEMÈRE
232, boul. Curé-Labelle
Place Rosemère
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
Centre commercial Valleyfield
SHAWINIGAN
Plaza de la Mauricie
SHERBROOKE
2700, rue King Ouest
4505, boul. Industriel
Carrefour de l'Estrie
Place Belvédère
SOREL
Les Promenades de Sorel
ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE
Les Promenades St-Bruno
STE-AGATHE-DES-MONTS
80A, boul. Morin
ST-EUSTACHE
66, rue Dubois
Place St-Eustache
ST-HUBERT
3879, boul. Taschereau
5190, boul. Cousineau
ST-HYACINTHE
Galeries St-Hyacinthe
ST-JEAN-SUR-LE-RICHELIEU
391, boul. Séminaire Nord
Carrefour Richelieu
ST-JÉRÔME
Le Carrefour du Nord
ST-LAURENT
4232, rue Seré
La Place Vertu
ST-LÉONARD
4524, rue Jean Talon Est
6050, boul. Métropolitain Est
ST-SAUVEUR-DES-MONTS
153, rue Principale
TERREBONNE
1729, chemin Gascon
Galeries Terrebonne
TROIS-RIVIÈRES
5691, boul. Jean XXIII
Centre Les Rivières
VICTORIAVILLE
567, boul. des Bois-Francs Sud
La Grande Place des Bois-Francs

Offert chez les détaillants suivants : la cabine la cabine téléphonique · La clef de sol · Costco Wholesale · SANS-FIL etc... · sonxplus · Stéréo Plus Électronique

L'offre prend fin le 31 mars 2009. Offert avec les appareils compatibles, dans les zones de couverture du réseau mobile haute vitesse de Bell Mobilité. L'ensemble LNH illimité est offert comme ajout à un forfait mensuel de Bell Mobilité, soit en option individuelle ou inclus avec l'ensemble Amusement 25, un forfait Téléphone intelligent ou certains forfaits de données et ensembles Téléphone intelligent sélectionnés. Avec toute utilisation de données, des frais s'appliquent si vous n'êtes pas abonné à un forfait données ou au service Internet mobile illimité et des frais peuvent s'appliquer pour les options, le contenu et l'itinérance à l'extérieur de votre zone locale. Le contenu actuel vise la saison 2008-2009. Sous réserve de modifications ; des périodes de restriction de diffusion peuvent s'appliquer sans préavis. Le contenu est offert en anglais seulement et est limité avec certains appareils, en itinérance ou durant les périodes hors-saison. D'autres conditions s'appliquent ; visitez bell.ca/LNHmobile. D'autres frais, tels que, sur une base mensuelle, 9-1-1 (75¢), accès au réseau (qui ne sont pas exigés par le gouvernement ; 8,95 $) et frais uniques d'activation d'appareil (35 $) s'appliquent. Des frais d'interurbain et d'itinérance (y compris impôts étrangers) peuvent s'appliquer à l'extérieur de votre zone locale. En cas de résiliation anticipée, des frais d'ajustement du prix s'appliquent. Taxes en sus. D'autres conditions s'appliquent. (1) Avec une nouvelle activation dans le cadre d'un contrat de 3 ans à un forfait voix postpayé. Le rabais s'applique avant les taxes sur les accessoires en magasin ou, autrement, sur le compte ; prévoir de 4 à 6 semaines. (2) Avec une nouvelle activation d'un forfait mensuel voix postpayé et d'une option de données d'une valeur minimale totale de 35 $/mois. (3) Avec une nouvelle activation dans le cadre d'un contrat de 3 ans à un forfait voix postpayé. (4) Basé sur la vitesse de 1xEV-DO, le réseau 3G le plus vaste au Canada. HTC Touch Diamond est une marque de commerce de HTC Corporation au Canada. Reveal est une marque de commerce de LG Electronics Inc. BlackBerry et les marques de commerce, noms et logos associés sont la propriété de Research In Motion Limited et sont des marques déposées aux États-Unis et dans d'autres pays. Samsung Instinct est une marque de commerce de Samsung Electronics Co. Ltd. et de ses sociétés affiliées. Double-flip est une marque de commerce de Bell Canada. Katana est une marque déposée de Sanyo Inc. NHL et l'emblème NHL sont des marques de commerce déposées, et LNH, l'emblème LNH et LNH illimité sont des marques de commerce, de la Ligue Nationale de Hockey. Tous les logotypes et toutes les marques de la LNH, ainsi que les logotypes et les marques des équipes de la LNH illustrés ici, appartiennent à la LNH et à ses équipes respectives et ne peuvent être reproduits sans le consentement préalable écrit de NHL Enterprises, L.P. Images et logotypes : © NHL/LNH 2009. Tous droits réservés. ©AJLNH. AJLNH, association des joueurs de la ligue nationale de hockey et le logo de l'AJLNH sont des marques de commerce de l'AJLNH et sont utilisées sous licence par Bell Mobility Inc.